_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 1

Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Au delà de Pékin :
la critique de l'olympisme

L'ODIEUX DU STADE

page 15

CAMPUS

Carabins
Une année en or

Page 11

SOCIÉTÉ

Armes et véhicules des Forces armées canadiennes
Recyclage et vente de garage

Page 12

CULTURE

Rencontre avec Radio Radio
Quatre Acadiens sortent du bois

Page 17

Invente-t-on toujours de nouveaux instruments de musique ?

Page 21

QUARTIER LIBRE - Vol. 15 • numéro 16 • 23 avril 2008

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 2

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca

L'administration universitaire au-dessus des lois?

Comme vous le savez, la ministre de l'Éducation est intervenue en février afin d'empêcher les administrations universitaires d'augmenter de façon draconienne les frais institutionnels obligatoires, couramment nommés « frais afférents », payés par les étudiants. L'Université de Montréal proposait la plus imposante hausse de tout le réseau universitaire québécois, allant jusqu'à 570 $ de plus par année pour les étudiants en rédaction. Avec ses projets de hausses, l'Université de Montréal entravait consciemment l'accessibilité aux études pour les étudiants moins fortunés et augmentait considérablement l'endettement des bénéficiaires du programme d'aide financière aux études.

Les directives du Ministère propres à chaque université arriveront sous peu. Grâce à la réglementation de la ministre, l'Université de Montréal sera forcée de réduire la hausse de 90 %.

Malgré tout, l'Université de Montréal, en toute connaissance de cause, a décidé d'adopter son budget pour l'année prochaine (2008-2009), tel que prévu en décembre dernier, c'est-à-dire en incluant les hausses! Cette attitude est irresponsable, puisque l'administration universitaire sait très bien qu'elle devra réviser son budget sous peu en fonction des directives du Ministère. Guy Breton, vice-recteur exécutif, l'a d'ailleurs clairement affirmé lors de l'Assemblée universitaire du 7 avril.

N'empêche, l'UdeM pousse l'arrogance un cran plus loin. Nous sommes présentement dans la période de l'année où l'Université prépare les factures étudiantes pour la session d'été. Sous prétexte que les directives ministérielles, bien qu'elles soient connues, n'ont pas encore été officiellement annoncées, l'administration universitaire facturera aux étudiants les pleins montants des hausses prévues avant l'arrivée du règlement. Cette attitude insolente aura comme conséquence le retrait d'un montant de la subvention gouvernementale à l'Université de Montréal. Autrement dit, l'Université préfère prendre de l'argent de la poche des étudiants, affectant ainsi l'accessibilité aux études, et renoncer à sa subvention ministérielle, plutôt que de se conformer aux règlements du Ministère.

Ce mépris envers les étudiants illustre bien la vision élitiste des administrateurs de l'Université qui se considèrent au-dessus des lois et des principes de la société québécoise qui orientent notre vision de l'enseignement postsecondaire.

Du haut de leur tour d'ivoire, les administrateurs universitaires sont déconnectés d'une réalité étudiante difficile. Ils utilisent les étudiants comme chair à canon dans un bras de fer politique avec le ministère de l'Éducation. Inconscients de la détérioration des conditions de vie des étudiants qu'ils causent, les administrateurs de l'UdeM noircissent encore une fois l'image de notre établissement, ce qui est extrêmement dommageable à long terme.

FEUQ

Budget 2008 et étude des crédits du ministère de l'Éducation :

Indexation de l'aide financière aux études et hausse du financement des universités

On dit souvent que le printemps est porteur de bonnes nouvelles. Qu'en est-il cette année pour les universités? Déchirés par des conflits entourant les hausses de frais afférents et conscients que le dégel des frais de scolarité n'a pas réglé le sous-financement chronique du réseau, étudiants et administrateurs universitaires n'attendaient pas de miracles.

Le budget 2008 du gouvernement du Québec, présenté le 13 mars dernier, nous a tout de même réservé quelques bonnes surprises. La ministre des Finances y annonçait notamment un réinvestissement public d'un peu plus de 150 M$ d'argent frais dans le réseau universitaire. La plus grande part de ce réinvestissement (110 M$) est financée par une hausse des transferts du gouvernement fédéral annoncée en 2007. Pour deux raisons, il s'agit d'un des principaux bémols à apporter au budget. Parce que ces sommes ont aussi été envoyées aux autres provinces canadiennes, elles ne devraient pas permettre de réduire le désavantage comparatif que subissent les universités québécoises face à celles du reste du Canada. Pire encore, ces insuffisants transferts, qui accompagnaient, en 2007, l'annonce de la hausse de la péréquation fédérale, sont censés représenter la fin du déséquilibre fiscal pour le Québec et les autres provinces. C'est du moins ce que le gouvernement de Stephen Harper laisse entendre depuis. Jean Charest ayant choisi de dépenser l'essentiel de cet argent pour des baisses d'impôts électoralistes, il n'a plus la crédibilité de retourner à Ottawa en demander plus pour l'éducation.

D'ailleurs, à l'occasion de l'étude des crédits budgétaires du ministère de l'Éducation, tenue la semaine dernière à l'Assemblée nationale, le gouvernement du Québec confirmait l'absence de toute stratégie pour récupérer les transferts fédéraux toujours manquants. Pressée de questions par l'opposition, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, ne parvenait même pas à chiffrer les demandes actuelles du Québec à cet égard. Bien sûr, on lui saura gré de réinjecter cette année 150 M$ dans les universités, mais disons que l'avenir ne semble pas assuré.

L'étude des crédits budgétaires s'est ensuite poursuivie sous le thème de l'aide financière aux études. Cet exercice est l'occasion, pour les députés du gouvernement et des partis d'opposition, de questionner l'exécutif (la ministre) sur la répartition et l'utilisation des crédits qui sont accordés à son ministère après l'adoption du budget global de l'État. Mme Courchesne en a profité pour annoncer, pour une deuxième année consécutive, l'indexation au coût de la vie des dépenses admises du régime de prêts et bourses. Cette indexation atteindra 1,4 % en 2008 et représente des dépenses supplémentaires d'environ 7 M$ pour le Ministère.

Cette avancée signifie au moins que les étudiants bénéficiaires disposeront, en 2008, d'un niveau d'aide qui ne diminuera pas par rapport à l'inflation. Autre bémol important par contre, le gouvernement n'a pas prévu rattraper le retard d'indexation datant de 2003 et évalué à 60 M$. Il est assez scandaleux de voir la ministre affirmer que le gouvernement « n'a aucun plan pour financer ce rattrapage ». Considérant que les étudiants voient leur facture de frais de scolarité augmenter d'année en année, sous prétexte que « tout coûte plus cher dans la vie », il est absurde que l'aide accordée aux plus pauvres d'entre eux soit largement inférieure aux coûts réels de subsistance (transport, logement, matériel scolaire, etc.).

Bref, si l'éducation commence finalement à recevoir une certaine attention de la part des décideurs financiers de l'État québécois, elle n'est toujours pas considérée à sa juste valeur, celle de cœur et d'âme de notre avenir collectif.

Tu as bénéficié de services sur le campus en matière de soutien aux études et de recherche d'emploi?
Si oui, viens participer à un groupe de discussion sur le sujet!

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca

UN MONTANT DE 25 $ SERA OFFERT À CHAQUE PARTICIPANT!

L'activité est prévue le mardi 6 mai en après-midi et durera environ 90 minutes. L'inscription est obligatoire.
Inscription et renseignements : Contacter Sonia Létourneau au 514 343-5947 ou sae@faecum.qc.ca

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 3

À LA UNE

La question est sur toutes les lèvres, sur toutes les chaînes et sur toutes les pages : faut-il boycotter Pékin ? Et si il fallait aussi boycotter Vancouver, Londres et Sotchi ? En 2010, il y aura les terres amérindiennes violées, en 2012, l'Irak et la reine d'Angleterre (sauf si...) et en 2014, ce sera sûrement le régime Poutine-Medvedev qu'on critiquera. Chaque événement olympique a son lot de pourfendeurs.

Certains sociologues ne s'arrêtent pourtant pas au pays hôte des Jeux mais creusent plus profondément, jusqu'à l'essence même de l'olympisme. Une « instrumentalisation du pouvoir », un « opium du peuple », un « produit du capitalisme », décrit à la page 15.

ILLUSTRATION DE LA UNE : CLÉMENT DE GAULEJAC

SOMMAIRE

CAMPUS

L'agora du QL ..... p. 4
Chronique sur le mouvement étudiant ..... p. 5
D'un campus à l'autre ..... p. 5
Vu à l'UdeM ..... p. 5
Frais technos encore et toujours ..... p. 7

Étudiants étrangers cherchent foyer ..... p. 7
Finale d'impro ..... p. 8
Tête chercheuse : Johanne Collin ..... p. 9
L'histoire des étudiants montréalais ..... p. 9
Entrevue avec David Paradis ..... p. 10
Ça FEUQ à Sherbrooke ..... p. 10
Carabins : bilan de l'année ..... p. 11

SOCIÉTÉ

La seconde vie des armes canadiennes ... p. 12
Les émotifs anonymes ..... p. 12
Entrevue avec un facteur ..... p. 13
Vélorutionnaires ..... p. 13

MONDE

Reportage au cœur d'une mine bolivienne ... p. 14

La critique de l'olympisme ..... p. 15
Le retour de l'armée allemande ..... p. 16

CULTURE

Rencontre : Radio Radio sort du bois ..... p. 17
La 2e porte à gauche :
Danse d'appartement ..... p. 18
Cinéma : *It's a free world* ..... p. 18

Internet : Grand papier ..... p. 19
Lecture: *Entendu à Montréal* ..... p. 19
Danse : sur un air de country ..... p. 20
Musique : The Cat Empire,
Dany Placard ..... p. 20
L'invention des nouveaux instruments
de musique ..... p. 21
Chronique BD : *Colibri* ..... p. 22
Chronique théâtre :
L'imprésario de Smyrne ..... p. 22
Muriel ..... p. 22
La page BD du Q. L. ..... p. 23

Quartier Libre

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Mounir El Malki
directeur@quartierlibre.ca

RÉDACTRICE EN CHEF
Rachelle Mc Duff - info@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Clément Sabourin
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Thomas Gerbet
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

ILLUSTRATEUR
Clément de Gaulejac - calculmental.org

BÉDÉISTES
Marie Dauverné, Pascal Girard, David Turgeon, Martin Vidberg

PHOTOGRAPHE
Julien Houde

JOURNALISTES
Lila Ait Abdesselam, Julie Brunet, Alexandre Cayla, Valérie Delaney, Cécile Delporte, Philippine De Tinguy, Vanessa Gauvin-Brodeur, David Giraud-N'Tentembo, Charlotte Horny, Olivia Kamgain, Olivier Laniel, Nicholas Lavallée, Audrey Lavoie, Valérie Manteau, David Paradis, Hugo Prévost, Constance Tabary, Stéphane Waffo

CORRECTEURS
Mélanie Côté, Anne-Sophie Dussouy, Pascal Lamblin, Vincent Riendeau

INFOGRAPHIE
Alexandre Vanasse • info@zirval.com

PUBLICITÉ
7/24 Marketing inc (514-392-2905)
www.724marketing.ca
Accès-Média (514-524-1182)
www.accesmedia.com

ADJOINTE ADMINISTRATIVE
Van Thanh Ho Tong

IMPRESSION & DISTRIBUTION
Payette & Simms

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre de l'Agence de presse étudiante mondiale (APEM - www.apetudiante.info) et de la Presse universitaire canadienne (PUC/CUP)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
27 août
PROCHAINE TOMBÉE
20 août

ÉDITO

Le journalisme étudiant

LÀ POUR Y RESTER

« Vieillir, c'est cesser de s'indigner »

- Ancienne devise de *Quartier Libre*

L'effervescence des étudiants à la vue des congères qui fondent est palpable : la fin des cours est arrivée, l'été est à notre porte. Pour *Quartier Libre* c'est aussi le temps de faire relâche pour la période estivale. L'année 2007-2008 a débuté par la couverture des élections fédérales partielles à Outremont, fief libéral repris par le candidat du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair. Embarquée dans l'aventure du journalisme étudiant, l'équipe de *Quartier Libre* s'est alors fait refuser sa première entrevue : celle du candidat conservateur Gilles Duguay, considérant peut-être que les étudiants de l'UdeM n'étaient pas une cible électorale. Ce ne sera pas la première fois que quelqu'un ne prendra pas au sérieux un journal étudiant.

Pourtant, le journalisme étudiant est une nécessité autant pour la saine circulation des idées au sein d'une université que dans la société en général. Pour preuve, *Quartier Libre* a, par le passé, sorti quelques scoops et il est même arrivé que de grands quotidiens nationaux aient pigé, directement de nos pages, des idées d'articles sans mentionner où l'information avait d'abord été tirée. Comme quoi, nous sommes dans la bonne direction. Mais il ne s'agit pas que de cela. Un journal mené par des étudiants, pour la plupart jeunes, dégourdis et pas encore blasés par le travail, puise une énergie, une fraîcheur, une originalité que peu de grands journaux peuvent se vanter d'avoir. Les journalistes aguerris diront que la maturité permet d'avoir une meilleure vue d'ensemble et une opinion beaucoup plus aboutie, ce qui n'est pas faux, mais les journalistes étudiants jouissent d'une liberté exceptionnelle qu'ils ne retrouveront probablement plus dans les médias professionnels, ce qui leur donne une fougue redoutable.

N'oublions pas que le monde universitaire est une micro-société, les journalistes de demain y feront souvent leurs premières armes, et auront donc à apprendre à servir de courroie de transmission entre le gouvernement en place (le rectorat, la FAÉCUM) et le peuple (les étudiants). Il est donc primordial que les acteurs importants de la société et donc, de la communauté universitaire, prennent au sérieux le travail des journaux comme *Quartier Libre*, *La Rotonde* (Université d'Ottawa), *Le Collectif* (Université de Sherbrooke), *Montréal Campus* (UQAM) ou *Impact Campus* (Université Laval). Se faire féliciter ou insulter dans les couloirs à propos de nos écrits est encourageant, tant cela révèle le bouillonnement des opinions et des pensées dans cet antre de la société (québécoise, canadienne et mondiale) de demain qu'est l'UdeM. Nous sommes donc là pour y rester !

Quartier Libre fait ainsi relâche de la politique étudiante – au soulagement de certains – et reviendra célébrer son 15e anniversaire à la rentrée 2008. Le journal se porte de mieux en mieux et a amélioré son mode de fonctionnement, notamment grâce à la hausse de cotisation obtenue en novembre dernier (merci à vous !). *Quartier Libre* reviendra avec une nouvelle équipe qui continuera à vous informer sur ce qui se passe sur le campus et ailleurs. C'est vous, les étudiants, qui êtes nos principaux contributeurs, tant financièrement qu'intellectuellement.

À dans quatre mois !

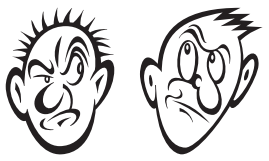
Quartier Libre embauche !

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL DEVRA BIENTÔT COMBLER LES POSTES DE :

- Rédacteur en chef
- Chef de pupitre campus
- Chef de pupitre société-monde
- Chef de pupitre culture

Faire parvenir un curriculum vitae, lettre de motivation et sélection d'articles publiés à **info@quartierlibre.ca**
Pour plus d'information et une description complète des tâches, visiter le **www.quartierlibre.ca**

Réagissez aux articles !



Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.

Ecrivez à :
agoraql@gmail.com

BARMAN / MAID
SERVEUR / EUSE

Cours et emplois
(*1981)
rabais Internet
www.ecoledesmaitres.com
514-849-2828
1-800-561-1781

ARRÊT
VENEZ CHEZ
H&R BLOCK

RAPIDE
VOS DÉCLARATIONS
SONT PRÉPARÉES
SANS DÉLAI

GO !
RECEVEZ VOTRE
ARGENT
RAPIDEMENT

tarif étudiants
29,95 $
obtenez une carte SPC GRATUITE.

Vous êtes aux études ? Confiez-nous la préparation de vos déclarations de revenus et retrouvez l'argent qui vous est cher en une seule visite.

Venez nous voir dès aujourd'hui, ou faites le
1-800-HRBLOCK (472-5625)
www.hrblock.ca

H&R BLOCK®

Pour profiter de l'offre aux étudiants, tout étudiant doit présenter soit (i) le formulaire T2202a attestant la fréquentation d'un établissement collégial ou universitaire à temps plein pendant 4 mois ou plus en 2007, ou (ii) une carte d'identité d'école secondaire valide. L'offre prend fin le 31 juillet 2008. Vous devez aussi être admissible au service de remboursement instantané et aux méthodes de remboursement instantané. Voir tous les détails dans les succursales H&R Block participantes. Valable seulement aux succursales H&R Block participantes au Canada. Les offres liées à la carte SPC^MC sont valables du 1er août 2007 au 31 juillet 2008, chez tous les marchands participants au Canada seulement et sont exclusivement réservées aux détenteurs de carte. Les offres peuvent varier et être sujettes à certaines restrictions. L'utilisation de la carte peut être limitée, lorsque jumelée à toute autre offre ou à tout autre programme de carte-rabais fidélité de tout marchand. La carte ne peut pas être utilisée lors d'achat de carte(s)-cadeau(x) ou de certificat(s).

CAMPUS

L'agora du Quartier

Une page qui vous est réservée à chaque édition

ECRIVEZ À :
agora@quartierlibre.ca

Quelques festivals qui auront lieux à Montréal cet été :

FESTIVAL LITTÉRAIRE INTERNATIONAL DE MONTRÉAL MÉTROPOLIS BLEU, 10e ÉDITION
30 avril au 4 mai
www.blue-met-bleu.com

LE MOIS DE L'ART IMPRIMÉ
1er au 31 mai
www.arprim.org/index.php?id=73

FESTIVAL DU JAMAIS LU (THÉÂTRE), 7e ÉDITION
2 au 11 mai
www.jamaislu.com

FESTIVAL SUONI PER IL POPOLO (MUSIQUE), 8e ÉDITION
1er au 30 juin
www.casadelpopolo.com/suoni/about.htm

PRÉSENCE AUTOCHTONE, 18e ÉDITION
12 au 22 juin
www.nativelynx.qc.ca

FESTIVAL FANTASIA (CINÉMA), 12e ÉDITION
3 au 21 juillet
www.fantasiafest.com

CARIFIESTA (COMMUNAUTÉ CARIBÉENNE), 34e ÉDITION
5 juillet
www.carifiesta.ca

DIVERS CITÉ (ARTS, CULTURE) 16e ÉDITION
27 juillet au 3 août
www.diverscite.org

LA GRANDE RENCONTRE (DANSE), 16e ÉDITION
8 au 11 août
www.festivallagranderencontre.com

double pizza®
5002 QUEEN MARY
TOUJOURS
514•343•0•343
10% SUR $ 50 ET PLUS
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS
2 POUR 1
LIVRAISON GRATUITE

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 5

Du mouvement, étudiants !

RÉSOLUTIONS ESTIVALES

Alexandre CAYLA

Dans les dernières semaines, je me suis fait accuser d'être très critique envers la FAÉCUM et le mouvement étudiant en général. Le point central de ma critique était le manque de participation des étudiants. Soit, peut-être que le mouvement étudiant n'est pas encore en train de s'effondrer, mais il ne faut pas croire que le manque de participation est sans conséquence : sans l'appui des étudiants, le pouvoir politique de leurs représentants est nul.

D'ailleurs, même s'il est toujours difficile de déterminer qui est fautif et de tenir nos représentants à une obligation de résultats, il est tout à fait légitime de demander que tout soit fait pour encourager cette participation. À mon sens, c'est ici que le bât blesse, car s'il y a bien deux choses qui incitent les gens à se mobiliser ce sont bien la présence d'enjeux clairs et l'impression que leur avis est important. Or, ces deux éléments font défaut à l'heure actuelle.

Puisqu'elle est une fédération, la FAÉCUM a très peu de rapports directs avec les étudiants. Elle ne sollicite leur contribution que lorsqu'elle est réellement nécessaire – à l'instar des partis politiques qui n'appellent leurs membres que lorsqu'ils ont besoin de financement – comme lors du dernier référendum. Il n'est donc pas très étonnant que la participation ait été aussi faible.

De plus, comme il n'existe pas de véritable opposition ou qu'elle est très peu visible, il n'y a presque aucune remise en question du discours dominant. Le message – *« on sait ce qu'on fait, on s'occupe de tout »* – n'est pas de nature à soulever des passions mobilisatrices.

Toutefois, la solution n'est pas une remise en question fondamentale : il faudrait permettre aux étudiants d'élire directement le bureau exécutif. D'abord, les règlements nécessaires pour être candidats devraient être assez connus pour que différents groupes de pensée puissent s'organiser pour solliciter l'appui populaire. Aussi, pour maintenir l'aspect fédératif et éviter que le BE ne devienne trop puissant, ce dernier serait élu par un collège électoral. Ainsi, la campagne aurait lieu sur l'ensemble du campus, mais le vote aurait lieu au sein des départements ; tous les votes du département iraient à l'équipe qui a récolté l'appui de la majorité de ses membres.

Ce système comporte plusieurs avantages : forcer les équipes à élaborer des plateformes et à confronter leurs idées, inciter les associations départementales ou facultaires à parler des dossiers prioritaires à leurs membres pour que cela se reflète dans le vote et assurer une visibilité de loin supérieure à celle que peuvent assurer les associations départementales. Pensez-y ! On en reparlera à la rentrée prochaine !

* * *

Dans ma dernière chronique, j'ai utilisé des guillemets avec le terme « gaugauches ». Il ne s'agissait pas de mettre ce mot dans la bouche de l'ancien externe de la FAÉCUM, mais de souligner qu'il s'agissait d'une expression familière ; dans son contexte, il pouvait susciter la confusion.

Réagissez aux articles !
Ecrivez à : agora@quartierlibre.ca

VU À L'UdeM

***« Ça ne vous tente pas d'être plus pragmatique, de regarder ce qui se fait ailleurs »*. C'est par ces mots que le doyen de la Faculté arts et sciences (FAS), René Durocher, a réagi au mouvement étudiant opposé à l'augmentation des frais de scolarité. Une réaction qui a laissé de glace professeurs et étudiants présents lors d'une table ronde organisée le 18 avril dernier.**

C'est par un bel après-midi ensoleillé qu'une trentaine de participants sont venus débattre avec M. Durocher et deux gestionnaires du rectorat de la vaste question « Quel rôle veut-on donner à l'éducation post-secondaire au Québec ? ». Plusieurs avaient espoir de faire avancer certains dossiers étudiants après des mois de confrontation.

En outre, il a été question de l'endettement étudiant, du sous financement des universités, du dégel des frais de scolarité, de la hausse des frais afférents. Des sujets qui ont captivé l'auditoire pendant trois heures, mais ont fait dire au principal intéressé, le doyen de la FAS : *« De toutes façons, je ne serais plus en poste l'an prochain »*. Une attitude qui en a déçu plus d'un d'autant plus que M. Durocher a ajouté qu'il allait faire passer le message à son successeur sans réelle garantie.

Par ailleurs, une étudiante, Isabelle Harvey, a proposé de créer un front commun entre les étudiants, les professeurs et le rectorat contre le gouvernement afin d'améliorer le financement des universités. Le doyen n'a toutefois pas donné suite à sa demande.

(Olivier LANIEL)

Revue de presse universitaire

CASSE-TÊTE MONÉTAIRE

***Quartier Libre* analyse l'actualité des différents campus canadiens. Cette semaine, les problèmes d'argent des universités du ROC occupent la une.**

Hugo PRÉVOST

Le plan d'expansion de l'Université Ryerson, à Toronto, pourrait bien frapper un mur. C'est ce que laisse présager la situation actuelle, alors que les surplus budgétaires fondent comme neige au soleil et que les Torontois expatriés, mécontents, commencent à exprimer leur désaccord. Bien que les membres du conseil d'administration de l'Université aient exprimé leur enthousiasme face au projet de déménagement de l'institution au centre-ville, lors de la présentation du plan d'expansion le 31 mars dernier, la question monétaire reste sans réponse. Selon l'*Eyeopener*, le journal étudiant de l'Université, l'argent est déjà un problème à Ryerson : *« À la même réunion, le comité des finances a annoncé que le surplus budgétaire de l'Université devait fondre de 21 millions $ par rapport à l'année précédente. »* Pendant ce temps, la communauté touchée par le futur développement du campus est divisée sur la question. Le problème, c'est que Ryerson doit absolument agrandir ses installations afin d'accommoder l'afflux de nouveaux étudiants. L'an dernier, ils étaient 500 de plus à s'ajouter aux quelque 24 000 inscrits de l'Université. L'*Eyeopener* souligne cependant qu'il est impératif d'éviter de s'emporter dans une frénésie expansionniste et d'en arriver au même point que… l'UQAM avec les déboires de l'îlot Voyageur.

CALGARY FAIT UN PAS DANS LA BONNE DIRECTION

L'avenir des étudiants parents est subitement devenu moins sombre, avec la création d'une nouvelle bourse qui leur est exclusivement destinée. Le hic ? Il faut étudier à l'Université de Calgary pour en profiter. Le *Gauntlet* rapporte une nouvelle qui devrait plaire à bon nombre d'étudiants au doctorat qui combinent les études avec la vie de famille. La rectrice des communications et de la culture de l'Université de Calgary, Kathleen Scherf, annonçait, il y a peu de temps, la création de la bourse Jeanette Nicholls pour diplômés, destinée aux étudiants monoparentaux qui sont en voie d'obtention d'un doctorat. La bourse, d'un montant annuel de 5 000 $, sera accessible à tous les parents, sans restrictions par rapport au sexe de l'étudiant. Tous ceux qui débutent un programme de doctorat, ainsi que tous ceux qui sont en cours de programme, seront admissibles. Pour Mme Scherf, qui dut elle-même conjuguer les études et l'éducation de son fils, la bourse *« devrait avoir un impact plus grand qu'un simple apport financier. Il s'agit plutôt d'un signal puissant servant à féliciter les jeunes parents pour l'effort qu'ils fournissent. Ce sont des modèles fantastiques pour leurs enfants, ainsi que pour la société en général. »* Au Québec, un peu plus de 15 % des bénéficiaires de l'aide aux études en 2007 avaient un ou plusieurs enfants à leur charge.

LE SALAIRE D'UNE ANCIENNE PRÉSIDENTE FAIT GRINCER DES DENTS

Malgré sa démission récente de son poste de présidente à l'Université York à Toronto, Lorna Marsden fait encore parler d'elle. Dans un article paru dans *Excalibur*, le journal de l'Université, l'on affirme que Mme Marsden s'est vu offrir une hausse de salaire de plus de 100 000 $ en 2007, même si elle a occupé cette fonction durant seulement sept mois. Mme Marsden aurait ainsi gagné près de 484 000 $ au total. Pour Jen Hassum, de la Fédération canadienne des étudiants (CFS), *« les professeurs et les présidents aux salaires élevés ne font qu'augmenter la séparation entre les étudiants et le personnel »*. Toujours selon elle, *« cette situation est directement liée à la position des dirigeants sur l'augmentation des frais de scolarité et les empêche de comprendre la situation des étudiants qui doivent travailler fort pour payer leurs études »*.

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 6

Vous voulez réaliser un projet, mais vous n'avez pas l'argent nécessaire… la FAÉCUM peut vous aider!

RECEVEZ JUSQU'À 1 500 $ AVEC LE PROGRAMME D'INITIATIVES ÉTUDIANTES!

Pour soumettre une demande, vous devez remplir le formulaire disponible sur notre site Web au www.faecum.qc.ca au moins 5 semaines avant votre activité.

Renseignements : Sonia Létourneau, agente de liaison au 514 343-5947 ou sae@faecum.qc.ca

Le programme est disponible même en été!

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 7

Wi-Fi et Frais technologiques

ENTENTE VIOLÉE

À compter de l'automne prochain, il sera possible de se connecter à l'Internet sans fil partout sur le campus. Plutôt que de ravir les associations étudiantes, cette nouvelle a provoqué la colère de la FAÉCUM et l'AGEEFEP qui reprochent au rectorat d'avoir dépensé unilatéralement l'argent d'un fonds dont la gestion devait être tripartite.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Olivier LANIEL

Déjà accessible à plusieurs endroits dans l'Université, le Wi-Fi sera élargi à l'ensemble du campus dès l'automne prochain, grâce à l'installation de nouvelles bornes d'accès… et grâce aux 3,1 millions de dollars du fonds des frais technologiques.

Comme le stipule l'entente signée en janvier 2007, l'UdeM ne peut pas dépenser l'argent du fonds sans avoir préalablement consulté les membres du comité dédié, sur lequel siègent l'AGEEFEP et la FAÉCUM. Pourtant, c'est le 18 mars dernier, une fois que la décision eut été prise, que le rectorat l'a annoncée aux associations étudiantes. Cela faisait un an qu'elles faisaient pression sur l'Université pour qu'une première réunion du comité ait lieu.

« *L'Université a détourné le fonds* », affirme sans détours Vincent Ranger, le coordonnateur aux affaires universitaires de la FAÉCUM et membre du comité. Selon lui, le rectorat a carrément « *violé l'entente* ». Il souhaite que l'UdeM remette l'argent au comité de gestion. Pour l'instant, la Fédération étudie les différentes avenues qui s'offrent à elle dans ce dossier.

C'est un son de cloche totalement différent qui résonne du côté de la tour de l'UdeM. Le vice-recteur adjoint à la vie étudiante, Alexandre Chabot, jure que « *l'Université a respecté en tous points l'entente* ». Ce dernier rappelle que celle-ci prévoit deux éléments : l'amélioration et le maintien des services existants, incluant le système de sécurité informatique et le développement des services informatiques. L'ancien secrétaire général de la FAÉCUM soutient en outre que l'Université a couvert 60 % des coûts du projet. L'argent des étudiants ne représenterait qu'une petite portion de l'investissement total. M. Chabot ajoute que la FAÉCUM n'a jamais manifesté son opposition au projet de Wi-Fi.

Ce que confirme la FAÉCUM par la voix d'Alexandre Ducharme, son attaché de presse. M. Ducharme précise toutefois que la Fédération n'a pas non plus donné son accord. De toute façon, poursuit-il, aucun nouveau projet n'aurait pu être proposé, étant donné qu'aucune rencontre n'avait eu lieu avant celle du 18 mars.

De son côté, Denis Sylvain, le coordonnateur adjoint de l'AGEEFEP, dit que s'il avait su que tout l'argent irait au projet Wi-Fi, « *jamais un sou n'aurait été versé dans ce fonds* ». M. Sylvain pense qu'on peut se questionner sur la bonne foi de l'Université dans ce dossier.

3 $ PAR CRÉDIT :
Coût de la cotisation automatique non obligatoire (CANO : remboursement sur demande de l'étudiant) dédiée aux frais technologiques. Cette somme passera à 4 $ à la rentrée de septembre 2008.

26 % des étudiants de l'UdeM se sont retirés du fonds technologique en 2007-2008.

Projet d'association d'étudiants internationaux à l'UdeM

LES FRANÇAIS À LA RESCOUSSE

Deux étudiants français projettent de créer une association pour les étudiants internationaux de l'UdeM. Elle permettrait à l'Université de rattraper son retard en termes de services sociaux et culturels offerts aux 3 222 étudiants étrangers.

Cécile DELPORTE

Si elle voit le jour, l'association aura pour objectif principal de permettre la rencontre des étudiants étrangers, par l'intermédiaire d'organisation d'événements rassembleurs. Pour les deux initiateurs du projet, Julien Caudroit et Thomas Roth, deux étudiants français en échange, le statut de l'association serait « *plus une affiliation qu'une intégration à la FAÉCUM* », prenant la forme d'un groupe d'intérêt ou d'un comité indépendant. Ceci, afin d'établir des partenariats permettant d'organiser des événements conjoints.

Au niveau du budget, l'association fonctionnerait « *comme une association classique* », c'est-à-dire que les recettes de chaque événement financeraient les suivants, explique M. Roth.

LACUNES DE L'UDEM

Comme son compatriote Julien Caudroit, M. Roth débarque à Montréal en septembre 2007. Dès qu'ils arrivent dans leur nouvelle université, ils constatent qu'il n'existe aucune association ou organisation destinée à organiser des événements sociaux ou culturels pour les étudiants étrangers. « *Le Bureau des étudiants internationaux (BEI) fait du très bon travail, mais il sert avant tout à encadrer le parcours académique des étudiants* », explique Jean Grégoire, coordonnateur à la vie de campus de la FAÉCUM. Julien Caudroit pense d'ailleurs que par rapport aux autres universités, « *l'UdeM est en retard à ce niveau-là* ». Or, selon le Français, il faut un cadre associatif pour aider et diriger les étudiants à leur arrivée, afin de les aider à mieux s'intégrer.

LA CRÉATION DE L'EFM

Face à ce manque, les deux ressortissants de l'Hexagone décident de prendre les choses en main et créent rapidement l'EFM, l'association des étudiants français de Montréal, un comité indépendant qu'ils font connaître sur Facebook. Ils vont alors chercher à organiser des soirées pour les étudiants internationaux de leur université d'accueil. Les deux « partys internationaux », qui ont eu lieu en novembre et en mars, ont rencontré un franc succès, selon leurs organisateurs. La totalité des places proposées au comptoir de la FAÉCUM ont été vendues pour les deux soirées – soit 350 pour la première et 120 pour la seconde – sans compter les billets vendues sur place. C'est en cherchant à organiser ces évènements que l'EFM a décidé de se tourner vers Jean Grégoire.

« *La FAÉCUM nous a beaucoup aidés, notamment pour établir des partenariats ou trouver des salles, des DJ, surtout par l'intermédiaire de Jean Grégoire et de son carnet d'adresses bien rempli* », raconte M. Roth. Le coordonnateur à la vie du campus de la FAÉCUM explique que le soutien apporté par la Fédération correspond à « *une orientation claire du Congrès* ». En effet, l'assemblée des associations étudiantes de l'UdeM avait déjà exprimé son souhait d'offrir aux étudiants internationaux les structures qui font défaut.

DÉSIRS D'AVENIR

Du côté de la FAÉCUM, on sent à la fois l'enthousiasme et la prudence. « *Le projet n'est pas encore très clair* », estime Jean Grégoire. Selon lui, le principal problème est de trouver des étudiants prêts à prendre l'association en main à long terme ; une tâche rendue difficile par la mobilité de la clientèle internationale. D'ailleurs, la création de l'organisation dépend encore du retour prochain, ou non, de Julien Caudroit.

Malgré cette issue incertaine, M. Caudroit parle au futur de l'association : « *Il faudrait éviter que l'organisation devienne trop lourde, avec un trop grand nombre de personnes à la gestion.* […] *Il nous faudrait un local, car avec plus de 3 000 étudiants internationaux à l'UdeM, nous serions l'association qui représenterait le plus d'étudiants.* » Toutefois, les deux expatriés reconnaissent que le volet « organisation administrative » est encore assez flou dans leur tête.

Ils ajoutent que bien qu'ils soient tous deux français, comme près de 50 % des étudiants internationaux de l'UdeM, l'association, si elle voit le jour, devra s'attacher à sa dimension mondiale. « *Le fait de s'occuper des étudiants internationaux est un geste fort de l'UdeM, car elle montre son engagement envers eux. En termes d'attractivité et de retombées, cela ne peut qu'être positif* », conclut Julien Caudroit.

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 8

Finale de la Ligue universitaire d'improvisation de l'UdeM

MATCHS LUDIQUES

Le 14 avril dernier se tenait la finale de la LUDIC, la Ligue universitaire d'improvisation créative. *Quartier Libre* a assisté à l'événement.

Hugo PRÉVOST

Dans une Brunante étonnamment remplie pour une fin de session, les Jets de Winnipeg l'ont emporté par un seul point sur leurs rivaux, les Whalers de Hartford. La troupe de Jessica Piché, capitaine des Jets, a donc été couronnée championne de la LUDIC et a ainsi mis la main sur le trophée François-Gagné, rutilant assemblage de blocs de bois jaune vif créé pour l'occasion. Pour la capitaine, *« la victoire est agréable, mais c'est surtout plaisant d'avoir réussi à se rendre en finale, c'est une fierté personnelle, en plus d'une fierté d'équipe. Nous avons fourni un gros effort pendant toute l'année et nous sommes vraiment contents d'avoir obtenu un si bon résultat. »*

L'ambiance était survoltée, en ce lundi soir, alors qu'étudiants et simples spectateurs avaient délaissé leurs travaux finaux et examens pour s'entasser dans le bar du pavillon Jean-Brillant. Se retrouvant pour la seconde fois dans les séries éliminatoires de la saison 2007-2008, les membres des deux équipes s'en sont donné à cœur joie dans une série d'improvisations qui ont su départager les deux aspirants au titre. Les Jets et les Whalers, malgré leur statut de défuntes équipes de la Ligue nationale de hockey, ont su prouver qu'elles demeuraient bien vivantes au sein de la LUDIC.

PHOTO : HUGO PRÉVOST

LE SUSPENSE JUSQU'À LA FIN

La soirée n'a cependant pas été exempte de cafouillages, décrochages, erreurs et autres passages à vide ; l'arbitre a en effet dû décerner un bon nombre de pénalités aux deux équipes. Les joueurs ont tout de même rivalisé d'adresse, déclenchant l'hilarité des spectateurs de nombreuses fois au cours d'une vingtaine d'improvisations. Le suspense aura donc perduré jusqu'à la toute fin de la rencontre de deux heures, le point gagnant étant attribué à la suite d'une improvisation sur le thème « immeuble à logements ». Cette improvisation, mettant à l'œuvre trois couples de joueurs formant chacun les locataires d'un immeuble à logements, était particulièrement réussie.

Malgré une compétition âprement disputée, tous les joueurs ont laissé leur rivalité derrière eux pour sabrer le champagne en fin de match.

À VENIR

La saison 2007-2008 de la LUDIC se termine sur cette note joyeuse… et alcoolisée. Les activités reprendront en septembre prochain, après une pause estivale bien méritée. La LUDIC entamera alors sa 4e année d'existence, soit la 3e avec de véritables équipes. Pour Jessica Piché, *« la ligue sera mieux en mesure de se faire connaître, puisque nous nous sommes associés à l'UdeM pour faire de la publicité pour les matchs »*. Au programme de la prochaine année : la reprise des matchs, bien sûr, mais également une nouvelle édition de la Coupe universitaire d'improvisation, un événement rassemblant les universités francophones de l'est du pays, et où l'équipe de l'UdeM s'est classée 4e à la dernière édition.

La LUDIC commencera son camp d'entraînement dès septembre prochain, et offrira également un atelier de formation en improvisation. Idéal pour ceux qui n'ont pas la langue dans leur poche.

Pour plus d'informations : www.ludic.info.

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 9

Tête chercheuse: Johanne Collin

SOCIOLOGIE MÉDICAMENTEUSE

C'est au sein de la Faculté de pharmacie de l'UdeM que Johanne Collin dirige l'équipe MÉOS – Médicament comme objet social. Ce groupe de recherche interdisciplinaire – Mme Collin étant elle-même sociologue et historienne de formation – extrait le médicament de la sphère strictement médicale pour en faire le point de départ d'une réflexion sur la santé et la société.

Charlotte HORNY

PHOTO : CHARLOTTE HORNY

Quartier Libre : Que peut révéler l'étude du médicament sur notre société ?

Johanne Collin : Le médicament semble être un objet très spécifique et est une fenêtre extraordinaire sur la société. Je ne considère pas que le médicament appartienne uniquement à la sphère de la médecine et qu'il soit juste une réponse à un problème de santé. Il déborde largement des logiques thérapeutiques : il entre aussi dans des logiques de quête de la performance et d'amélioration de son apparence. Nous travaillons, par exemple, sur les médicaments psychotropes – somnifères, antidépresseurs – dont la prescription et la consommation augmentent fortement dans nos sociétés. Nous pouvons interpréter sociologiquement ce phénomène par l'individualisation grandissante de la société, la pression sociale qui pèse sur chacun, ainsi que l'exigence de performance qui s'est exacerbée ces dernières années.

Q. L. : Pourquoi partez-vous du médicament, plutôt que de la maladie pour vos recherches ?

J. C. : Partir du médicament nous donne du recul pour étudier les déplacements des frontières entre la santé et la maladie. L'exemple de l'hypertension artérielle est très intéressant en cela. Dans la recherche scientifique, une nouvelle catégorie de « pré-hypertension » apparaît, pour laquelle des médicaments sont prescrits. On élargit la zone d'intervention à la « pré-maladie », ce qui redéfinit les notions même de maladie, de médicament et de prévention. À partir de quand est-on malade ? À quel moment doit-on prescrire des médicaments ? Bien sûr, l'industrie pharmaceutique contribue grandement à déplacer ces frontières. Elle est très présente, que ce soit dans la recherche scientifique ou la production des guides de pratique des médecins, et elle encourage cet élargissement de la prescription. Malgré tout, on ne peut pas réduire son action à des objectifs économiques. Elle repose aussi sur un argumentaire : si on a les outils thérapeutiques et les moyens techniques pour garder les gens en santé, on doit éthiquement s'en servir. Là encore, c'est une position discutable : est-ce que c'est parce qu'un médicament existe que l'on doit l'utiliser ?

Q. L. : Le médicament deviendrait un moyen de prévention ?

J. C. : Avec le médicament, nous touchons à des valeurs sociales profondes : la quête de la santé parfaite, mais aussi, l'obsession du risque. Nous avons un rapport au risque très particulier : on le craint – il faut se prémunir d'un risque éventuel et en même temps, on le valorise, en développant toutes sortes de pratiques sociales à risque comme les sports extrêmes. Le médicament répond à un besoin d'être toujours au meilleur de nous-mêmes. C'est selon cette dynamique de prévention du risque que la santé est devenue un enjeu politique majeur. Les gouvernements jouent beaucoup là-dessus, et c'est l'un des domaines qui reçoivent le plus de subventions et d'aide pour la recherche.

Q. L. : Il y a aussi le phénomène des médicaments sans prescription...

J. C. : En effet, l'automédication a pris beaucoup d'ampleur. Il existe surtout le mégaphénomène de l'achat de médicaments sur Internet. Certaines pharmacies ont un site sur lequel on peut acheter les médicaments prescrits par notre médecin. Mais il y a une autre catégorie de sites pharmaceutiques où l'on peut avoir une consultation virtuelle accompagnée d'une prescription. C'est alors tout un pan de la consommation et de la prescription de médicaments qui échappe aux contrôles.

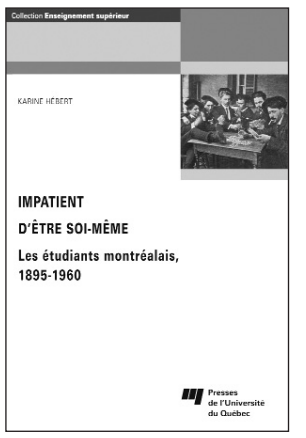
Les étudiants montréalais de 1895 à la fin des années 1960

TUER LE MYTHE

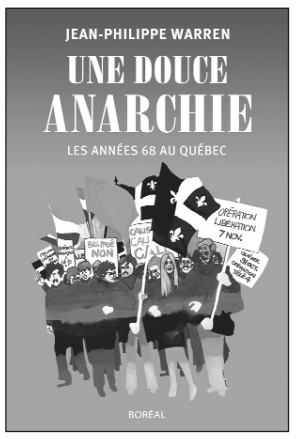
La question est revenue souvent cette année : les étudiants d'aujourd'hui sont-ils moins politisés que leurs prédécesseurs ? Pas du tout, répondent les auteurs de deux études historiques et sociologiques du mouvement étudiant montréalais.

Clément SABOURIN

Ce n'est sans doute pas un hasard si Karine Hébert, auteure d'*Impatient d'être soi-même, Les étudiants montréalais, 1895-1960* et Jean-Philippe Warren, qui signe *Une douce anarchie, Les années 68 au Québec* sont tous les deux des enfants de baby-boomers. *« On entend toujours que les jeunes d'aujourd'hui sont dépolitisés par rapport à ceux des années 1960 »*, dit Mme Hébert, jointe à l'Université de Rimouski où elle enseigne l'histoire. *« Il faut revenir du mythe de ces années »*, poursuit M. Warren, professeur au Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Concordia.



Alors qu'aujourd'hui l'avis des étudiants constitue un préalable à toute réforme de l'éducation, leur opinion était ignorée par les décideurs politiques du début du 20e siècle. *« On leur disait "Vous êtes l'avenir de la société, pour le moment, vous n'avez pas grand-chose à dire" »*, dit Karine Hébert. Elle explique que c'est au sortir de la Seconde Guerre mondiale que la prise de parole a été conquise. Reprenant de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) le concept de « jeune travailleur intellectuel », et donc de classe sociale à part entière, les étudiants montréalais ont su gagner en légitimité.



Ce n'est toutefois que tardivement que les associations étudiantes décident de recourir aux modes d'action plus radicaux. Mme Hébert rappelle qu'hormis quelques rares mouvements ponctuels – telle une manifestation contre la tenue d'une conférence de représentants du Front populaire espagnol, en 1936 ; conférence qui sera finalement organisée à McGill – les étudiants de l'UdeM n'ont jamais mené de mouvement d'ampleur jusqu'en 1958.

Cette année-là, une décision du premier ministre québécois Maurice Duplessis empêche les institutions d'enseignement supérieur de la province de recevoir des subventions fédérales. Les six présidents des associations étudiantes du Québec signent un mémoire conjoint portant sur les conditions de vie des étudiants. Déjà, ils insistent sur la nécessité d'un système de bourses permettant l'accessibilité aux études.

Insultés que Duplessis ne daigne accorder une entrevue à leurs représentants, les associations votent la grève. Cette première est un succès : les étudiants ont démontré qu'ils formaient un groupe mobilisable et leur démarche a reçu un écho favorable auprès de la population. *« C'était la fin du duplessisme, les idées de la Révolution tranquille se répandaient. Les revendications à la base du mouvement de 1958 allaient dans ce sens là, d'où la bonne réception »*, explique Karine Hébert.

Cet épisode marque une étape cruciale : *« Par leur action publique, les étudiants ont voulu agir à titre de groupe de pression »*, écrit l'auteure. Dans cette lancée, le mouvement se dote de structures fortes : en 1963, l'AGEUM, l'ancêtre de la FAÉCUM, possède 7 officiers, 6 employés et 23 cols bleus.

Dans un Québec qui se modernise matériellement et politiquement, et dont la population n'a jamais été aussi jeune, les universités vont vivre les moments les plus révolutionnaires de leur histoire, entre 1967 et 1969. *« Il y a eu un alignement particulier des planètes, les gens étaient plus susceptibles de se révolter »*, justifie Jean-Philippe Warren, qui dénombre quatre facteurs. Premièrement : l'éducation postsecondaire était critiquée par des étudiants, dont la population était passée de 20 000 en 1962, à 80 000 en 1968. Des facultés explosaient, telles celles de sciences sociales. *« On atteint une masse critique de gens qui peuvent et veulent se mobiliser »*, poursuit M. Warren. Deuxième facteur : la province connaît une période économique faste et *« les gens se révoltent toujours le plus lorsque la situation est supportable »*. Troisièmement : les étudiants font face à un vide politique et culturel. Aucun parti politique ne les représente – le PQ n'existe pas encore – et aucune émission de radio ou de télévision ne parle de leurs besoin. Enfin, dernier élément, le boom démographique fait en sorte que le Québec d'alors est *« une société adolescente »*.

Toutefois, insiste M. Warren, en 1968 comme aujourd'hui, les militants prompts à prendre la rue ne représentent que 2 % des universitaires. *« Le Québec de 1967 n'est pas un foyer brûlant d'agitation étudiante. En fait, ce dont les leaders se plaignent, ce n'est pas de l'extrémisme ou de la témérité des actions de leurs camarades, mais de leur effarante passivité, de leur incurable léthargie »*, écrit le professeur de Concordia. Il poursuit par deux anecdotes qui rappellent étrangement ce qu'a connu la FAÉCUM ces deux dernières années : un congrès de l'AGEUM (l'ancêtre de la Fédération) tenu en 1966, n'attira que 40 participants, alors que 400 délégués étaient attendus, et au début de l'année scolaire 1967-1968, les appels au boycott de la hausse des frais décrétée par l'Université de Montréal s'étaient soldés par un échec, *« l'implication de la population concernée se révélant à peu près nulle »*.

En fait, conclut Jean-Philippe Warren, le principal changement qu'a connu le mouvement étudiant en quarante ans réside dans l'usage de violence verbale et matérielle. *« Il y avait dans les années 1968 une naïveté et une culture de la violence. On ne connaissait pas le poids des paroles, aujourd'hui on connaît leurs conséquences. »*

Alors que de nouveaux officiers viennent de prendre possession de leurs sièges à la FAÉCUM, à la FEUQ ou à l'ASSÉ, on ne saurait que leur conseiller la lecture de ces deux ouvrages. Certain qu'ils y puiseront quelques solutions aux défis qui s'offrent à eux.

Une douce anarchie, Les années 68 au Québec,
Jean-Philippe Warren, Boréal

Impatient d'être soi-même, Les étudiants montréalais 1895-1960,
Karine Hébert, Presses de l'Université du Québec

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 10

CAMPUS

Entrevue avec le nouveau président de la FEUQ, David Paradis

LE « PARADIS » DE LA FEUQ

Après avoir œuvré au sein de la FAÉCUM en tant que coordonnateur à la recherche universitaire, David Paradis se hissera, le 1er mai prochain, à la tête de la Fédération étudiante universitairs du Québec (FEUQ). *Quartier Libre* s'est entretenu avec celui qui présidera la première organisation étudiante québécoise, représentant plus de 120 000 étudiants.

Marc-André LABONTÉ

Quartier Libre : À l'aube de votre mandat de président de la FEUQ, quelles sont vos priorités ?

David Paradis : Tout d'abord, on veut faire une réflexion sur le mode de financement des universités. Suite au dégel, on a senti le désir des étudiants de défendre une alternative viable à la hausse des frais de scolarité. On veut donc pousser de l'avant des modèles structurels qui rassemblent les gens et mobilisent les étudiants ensemble, pour une même cause. On a aussi l'intention de réformer l'aide financière aux études sur des points qui n'ont tout simplement pas d'allure, comme le niveau du plafond de la contribution parentale ou l'inclusion des allocations parentales pour les jeunes mères aux études.

Q. L. : Que comptez-vous faire sur le plan fédéral, alors qu'on annonce le non-renouvellement des Bourses du millénaire ?

D. P. : Dans ce domaine, j'ai deux objectifs auxquels je tiens particulièrement. On sait qu'il y a beaucoup d'argent qui se brasse au fédéral et on doit s'assurer que le gouvernement n'impose pas de trop grandes restrictions au programme de subventions étudiantes. On ne peut donc pas, en plus, se permettre de perdre une fondation comme les Bourses du millénaire. On doit s'assurer que l'argent qu'on obtient du gouvernement aille vraiment dans les programmes d'aide financière et de subventions. Aussi, je crois qu'on doit s'assurer d'une meilleure représentation de nos membres auprès du gouvernement pour obtenir ces subventions pour la recherche universitaire. Mon expérience à la FAÉCUM m'a permis de bien connaître ce dossier et j'ai l'intention de continuer sur cette lancée en tant que président de la FEUQ.

Q. L. : Quelques associations d'étudiants des cycles supérieurs de l'UdeM ont récemment fait part de leur mécontentement en ce qui a trait à leur représentation dans les instances étudiantes. Est-ce que la FEUQ compte se mobiliser pour eux ?

D. P. : Principalement, ce débat relève de la FAÉCUM et je dirais que c'est le genre de questionnement qui est récurrent. Aussi, régler ce problème sera la tâche de Francis Hogue [nouveau secrétaire général de la FAÉCUM] et de ses délégués. Je suis conscient que la FEUQ devra aussi se pencher sur la situation précaire des étudiants en cycles supérieurs au Québec et essayer de réaliser des gains.

Q. L. : Quel est votre avis sur les nouvelles mesures référendaires qui ont été adoptées par la FEUQ [voir article ci-contre] ?

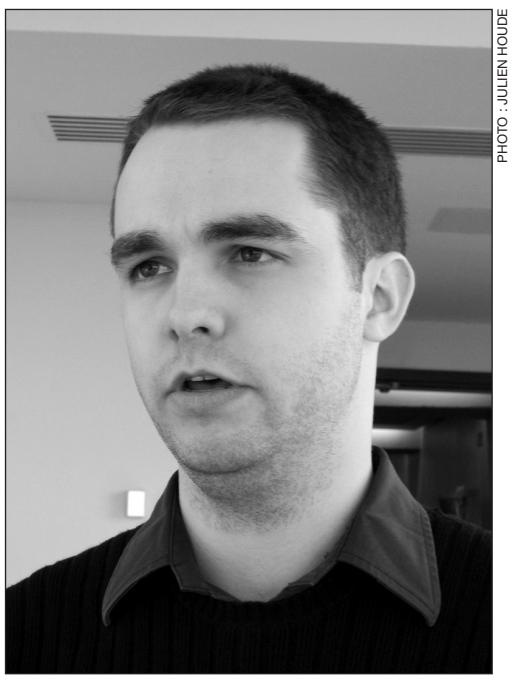


PHOTO : JULIEN HOUDE

David Paradis, lors du congrès de la FAÉCUM, fin mars 2008.

D. P. : Ces mesures ont principalement été adoptées parce qu'il y avait un flou épouvantable à la FEUQ sur les procédures à suivre lors de la tenue d'une consultation démocratique. Cette absence d'un cadre de base, d'une plateforme référendaire claire et précise, a donné lieu, comme dans le cas du référendum de désaffiliation du Regroupement des étudiantes et étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS), à des écarts violant, par exemple, la confidentialité du vote. Dans ce cas, il y a eu une requête devant la Cour supérieure du Québec et le juge, devant les faits, a été obligé d'annuler le vote. La FEUQ a donc décidé de se doter d'une procédure claire. Bien entendu, ces mesures peuvent avoir l'air strictes, mais elles ont été adoptées par une majorité de nos membres. Il faut aussi comprendre que si des associations veulent proposer de nouvelles règles, la politique référendaire n'est pas coulée dans le béton, elle peut être modifiée. D'ailleurs, si une association a déjà des règles référendaires, celles de la FEUQ ne s'appliquent pas.

Q. L. : Pour terminer, on parle régulièrement de copinage entre la FEUQ et la FAÉCUM dernièrement. Avec trois anciens « faécumiens » à l'exécutif de la FEUQ, à quoi peut-on s'attendre ?

D. P. : C'est un peu circonstanciel tout ça. On a aussi quelqu'un de Trois-Rivières et de Chicoutimi ! Historiquement, quand le président de la FEUQ venait de la FAÉCUM, comme François Vincent par exemple, souvent, ses relations n'étaient pas toujours très bonnes avec la FAÉCUM. Donc, au lieu d'avoir du copinage, on observait plutôt l'effet inverse !

La FEUQ contestée à Sherbrooke

DÉSAFFILIATION FUCKÉE

L'Université de Sherbrooke est le terrain d'une véritable saga. En novembre 2007, le Regroupement des étudiants de maîtrise et doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS) informait la FEUQ qu'elle comptait tenir un référendum sur son affiliation. Cinq mois plus tard, après une injonction en Cour supérieure, la reprise du vote et l'adoption d'une nouvelle politique référendaire à la FEUQ, le processus n'est toujours pas terminé.

Alexandre CAYLA

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a perdu 60 000 membres depuis 2005 et il se pourrait bien qu'elle en perde 5 000 autres d'ici la fin de l'année. En effet, le REMDUS est en train de tenir un référendum sur le maintien de son affiliation à la Fédération.

Toutefois, même si le processus a été initié il y a plus de cinq mois, date à laquelle le REMDUS a signifié à la FEUQ son intention de tenir un référendum, les résultats ne seront connus qu'à la fin du mois d'avril. Quelques jours avant la fin de la période de vote – prévue initialement pour le 3 mars – Philippe-Olivier Giroux, président du comité du Oui – en faveur du maintien de l'affiliation à la FEUQ –, a déposé une requête d'injonction à la Cour supérieure pour faire annuler la consultation référendaire. *« Il y avait plusieurs irrégularités dans le processus, notamment en ce qui concerne le vote électronique et l'ajout de textes explicatifs sur le bulletin de vote »*, explique M. Giroux. *« On a fait valoir notre point et lorsque la réponse n'a pas été satisfaisante, on s'est référés à une instance décisionnelle compétente »*, poursuit celui qui présidait le Conseil national des cycles supérieurs de la FEUQ en 2006-2007.

De son côté, Geoffroy Bruneau, président du comité du Non – en faveur de la désaffiliation –, a une explication très différente : *« Ils ont senti que le vent ne tournait pas en leur faveur, alors ils ont essayé de faire invalider le processus. »* Pour preuve, il se base sur l'action tardive du comité du Oui, soit plusieurs jours après que le vote ait commencé. *« Ça fait parti d'une* game *politique. Ils ont vu qu'ils n'avaient plus d'arguments, alors ils ont utilisé leur dernière carte. »* D'ailleurs, ce dernier ne croit pas que Philippe-Olivier Giroux ait agi seul : *« Un simple étudiant ne peut pas se payer un avocat à 300 $ de l'heure* – l'avocat est membre du cabinet Borden-Ladner-Gervais –*, c'est l'équivalent d'un loyer par heure. »* Selon lui, ce n'est qu'une preuve supplémentaire que la FEUQ est à court d'arguments et, de toute manière, en agissant ainsi elle *« confirme nos arguments »*.

UNE NOUVELLE POLITIQUE RÉFÉRENDAIRE

Parallèlement à l'altercation judiciaire, la FEUQ s'est dotée d'une politique référendaire pour encadrer les futures consultations du même genre. *« C'est pour s'assurer que les associations respectent certains principes et que leurs résultats soient reconnus, que la politique a été adoptée,* explique Dany St-Jean, attaché de presse de la FEUQ. *Ça ne doit pas être vu comme une imposition, ce sont les associations membres qui se sont donné ces règles. Le REMDUS a d'ailleurs participé au débat, et il a perdu. »* M. St-Jean rappelle que les associations peuvent proposer des règlements différents.

Malgré cela, plusieurs associations se sont opposées ou ont émis quelques réticences par rapport à la nouvelle politique référendaire, notamment la FEUS et l'AG-UQTR. Au REMDUS, on juge que la nouvelle politique référendaire est inacceptable : *« c'est un empiètement sur la souveraineté locale : elle réduit la période de campagne à 10 jours, augmente le délais de préavis de 30 à 90 jours, impose un sursis de 18 mois entre les référendums. De plus, elle interdit complètement le vote électronique qui est absolument nécessaire pour nous, puisque nos étudiants sont très dispersés »*, explique Jacques-Benoît Roberge, coordonnateur de l'association.

DÉNOUEMENT INCERTAIN

Dans son arrêt, le juge de la Cour supérieure, Martin Bureau, a partiellement accepté les arguments du comité du Oui puisqu'ils étaient appuyés par une très bonne documentation. Toutefois, les allégations n'étaient pas de nature à invalider complètement le processus référendaire, si bien que le vote sera repris – mais sans le vote électronique. Dans les faits, les deux parties sont satisfaites parce que, d'une part, le juge a reconnu la bonne foi du REMDUS, mais d'autre part, a jugé que les irrégularités soulevées étaient fondées. Toutefois, Alexis Beaudet, rédacteur en chef du *Collectif,* le journal des étudiants de l'Université de Sherbrooke, estime que la fin du vote – prévue pour le 27 avril – ne viendra pas nécessairement clore cette saga, puisque les irrégularités pourraient permettre à la FEUQ de refuser les résultats du scrutin.

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 11

Bilan de l'année des Carabins

ON REFAIT LE MATCH

La saison sportive terminée, il est temps pour les Bleus de faire le bilan de l'année. Le lundi 7 avril se tenait ,à la Cage aux sports du Centre Bell, le gala Méritas des Carabins, cérémonie qui consacrait les meilleurs athlètes de l'Université de Montréal. Retour sur l'événement et sur la saison des Carabins.

PHOTO : JULIEN HOUDE

Martin Gagné, football

Stéphane WAFFO

Présentée par Marie-Claude Savard, animatrice à l'émission Salut Bonjour à TVA et diplômée en journalisme de l'UdeM, cette 13e cérémonie a permis d'honorer les meilleurs athlètes de l'Université. Louise Béliveau, vice-rectrice adjointe aux Études supérieures et doyenne de la Faculté des études supérieures et postdoctorales, remplaçant le recteur Luc Vinet, a rappelé que les Carabins étaient des *« modèles »* et des *« ambassadeurs »* de l'UdeM.

Martin Gagné et Laetitia Tchoualack, les deux grands gagnants de la soirée, se sont vu remettre les Méritas d'athlètes masculin et féminin par excellence de la saison 2007-2008. Martin Gagné, capitaine de l'équipe de football et étudiant en éducation physique se dit satisfait et heureux : *« Lorsqu'on regarde la qualité et le nombre d'athlètes présents lors de la cérémonie, c'est impressionnant d'être retenu comme athlète de l'année. »* Il ajoute aussi que ce prix est *« un honneur »*, tout en soulignant qu'au niveau de l'équipe, bien des choses restent à faire et que c'est là *« le principal objectif pour l'avenir »*.

PHOTO : JULIEN HOUDE

Laetitia Tchoualack , volleyball

L'autre grande gagnante, Laetitia Tchoualack, est aussi capitaine, mais cette fois de l'équipe de volleyball féminin. Elle a également été nominée pour le prix Borden-Ladner-Gervais, récompensant d'une bourse d'études supérieures de 10 000 $ l'athlète universitaire canadien de l'année. Elle sera la seule représentante du Québec à la 16e cérémonie, le 28 avril prochain à Calgary. Surprise, elle a d'abord cru que *« c'était un poisson d'avril »* lorsque elle fut contactée par un responsable du prix, puisqu'elle ne connaissant pas l'existence du prix. Si au final, elle est *« bien contente d'être nominée et, comme tout le monde, espère gagner »*, le prix qu'elle a reçu lors du gala Méritas était selon elle *« plus important que les autres »*, puisqu'elle le recevait *« des gens qu'elle aime, devant son équipe et devant tous les Carabins »*.

En ce qui concerne les autres prix reçus au cours de la soirée, Michelle Dubé (médecine) de l'équipe de badminton, a reçu le Méritas du leadership pour ses actions, tandis qu'Emmanuel André Morin et Véronique Maranda ont respectivement été honorés comme meilleurs étudiants athlètes masculin et féminin de la saison. Chez les recrues, c'est Audrey Bonneville (anthropologie, badminton féminin) et Yann Girard (kinésiologie, ski alpin) qui ont été récompensés pour une première saison exceptionnelle.

Le Journal de Montréal, pour sa couverture accrue du sport universitaire et des Carabins en particulier a reçu des mains du directeur du CEPSUM, Paul Krivicky, le Méritas distinction.

Les 7 titres remportés par les Carabins cette année

LES AUTRES MEILLEURS ATHLÈTES HONORÉS :

SOCCER FÉMININ : Émilie Mercier
SOCCER MASCULIN : Julien Rachou
TENNIS FÉMININ : Geneviève Prairie-Caron
TENNIS MASCULIN : Olivier Berthiaume
NATATION FÉMININE : Chrystèle Roy L'Écuyer
NATATION MASCULINE : Marc-André Duchesneau
GOLF FÉMININ : Alexandra Levy
GOLF MASCULIN : Michael Belanger
FOOTBALL (offensive) : Martin Gagné

PHOTO : COURTOISIE CARABINS

• SKI ALPIN FÉMININ

L'équipe de ski alpin a tout balayé pour une 3e année de suite, remportant les bannières masculine, féminine et combinée. C'est grâce à Émilie Cousineau, étudiante en psychologie et meilleure athlète chez les Carabins dans la discipline, que l'équipe a pu gagner les championnats provinciaux dont les dernières épreuves se tenaient au mont Marceau.

• SKI ALPIN MASCULIN

Chez lez hommes, c'est l'autre meilleur joueur des Carabins dans la discipline, Maxime Dorval, qui a permis à l'équipe de repartir avec la bannière.

• SKI ALPIN COMBINÉ

Tout comme dans les deux autres disciplines, les Carabins étaient presque champions de cette discipline avant les dernières compétitions des 15 et 16 mars au mont Garceau.

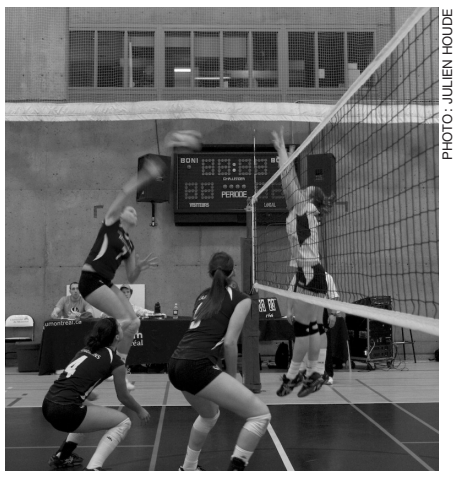


PHOTO : JULIEN HOUDE

• VOLLEYBALL FÉMININ

Emmenée par leur capitaine Laetitia Tchoualack, l'équipe a connu sa meilleure saison depuis son existence. Les poulains de l'entraîneur-chef Olivier Trudel ont ainsi remporté le premier titre provincial depuis 1994 et se sont hissés à la seconde place du Championnat canadien.

PHOTO : COURTOISIE CARABINS

• BADMINTON FÉMININ

Chez les filles, c'est aussi grâce à l'autre athlète de l'année dans la discipline, Isabelle Mercier-Dalphond que l'équipe a pu se défaire du Rouge et Or de l'Université Laval pour accéder à la première place du championnat universitaire québécois. Avec Audrey de Bonneville, autre membre de l'équipe, la meilleure joueuse de la discipline chez les Carabins avait représenté le Canada aux Universiades d'été à Bangkok l'année dernière.

• BADMINTON MASCULIN

Grâce à Manuel Thomas, athlète de l'année en Badminton masculin, l'équipe a remporté le championnat provincial universitaire qui se tenait la fin de semaine du 18 février au CEPSUM.

PHOTO : COURTOISIE CARABINS

• SOCCER MASCULIN

Sous la houlette de Pat Raimondo, l'équipe a mis la main sur le titre du circuit de soccer intérieur. Il s'agit d'un 2e titre pour les Carabins dans cette discipline. Pendant la saison automnale, l'équipe avait remporté un 6e titre consécutif dans la conférence du Québec avant de s'effondrer contre les Huskies de Saint Mary's en demi-finale du championnat canadien.

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 12

Forces canadiennes

L'ARMÉE SOLDE SES ARMES

Comme tout produit, les armes canadiennes ont une durée de vie limitée. Plusieurs perspectives s'offrent alors aux responsables militaires : détruire, recycler ou vendre. Une véritable vente aux enchères aura même lieu début mai.

Stéphane WAFFO

« *Le matériel excédentaire de guerre, y compris les navires de guerre, les avions de combat, les véhicules blindés, les armes, les munitions et autres articles du genre, indépendamment de leur état, peut être vendu ou transféré à un gouvernement étranger ami* », explique Josée Houde, du bureau des affaires publiques de la défense nationale canadienne. C'est la direction des surplus, des ventes, des artefacts et des prêts (SVAP) qui établit les politiques et autres procédures pour l'aliénation et la vente d'équipement militaire. Elle administre les prêts d'équipement, gère les artefacts corporatifs et fournit les services de contrôle de distribution pour le musée des Forces canadiennes.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

L'EXEMPLE D'UN CHAR D'ASSAUT

Une fois qu'un matériel est classé excédentaire, le bureau de Distribution des biens de la Couronne (DBC), un département du ministère des Travaux publics et des services gouvernementaux Canada prend le relais. Ils s'occupent « *de l'achat et de la vente des matériaux de la Défense, tels les chars d'assaut et les armes à feu* », souligne Mme Houde. Les ventes se font soit par appel d'offres, par vente publique ou par vente aux enchères. Le réseau canadien d'encans indépendants ICAN s'occupe pour le compte du gouvernement du Canada de la vente des véhicules de soutien de type militaire et commercial – comme les Hummers. ICAN a des succursales dans toutes les régions du Canada. Au Québec, la succursale Mainhem Montréal est basée à Saint-Eustache et s'occupe de vendre les nombreux 4x4 de l'armée. David Craig, gestionnaire des parcs commerciaux à Manhein, explique que l'entente signée entre le gouvernement du Canada et le réseau ICAN ne date que de quelques mois. La première vente au Québec aura lieu le 3 mai prochain et une quarantaine de voitures proviendrait de l'armée. Il s'agira de voitures nord-américaines, des utilitaires et quelques modèles de sport. La vente sera ouverte au public et comme dans tout encan, un prix de base sera fixé sur certains véhicules.

Sur le site Web des forces armées, on peut lire que le matériel de guerre encore fonctionnel, tel que les chars et les transporteurs de troupes blindés, « *ne peuvent être vendus dans le secteur privé. Ils sont d'abord à vendre à titre de biens fonctionnels à d'autres gouvernements, aux forces de l'ordre et à d'autres organismes du genre.* » Ainsi, Scott Taylor, rédacteur en chef du magazine militaire canadien *Esprit de Corps* raconte que d'anciens avions chasseurs Lockheed F-104 Starfighter ont été vendus à la Turquie dans les années 1980. Autre anecdote de la même époque : des hélicoptères, jugés vétustes par les Forces armées, ont été vendus aux Pays-Bas qui leur ont redonné un coup de neuf. Aujourd'hui, ces mêmes hélicoptères sont loués par… le Canada. Tous les biens restants – non vendus – seront démilitarisés et mis en vente en tant que pièces de démonstration.

ARMES À FEU : LE CAS DE LA GRC

Comme tout autre corps utilisant des armes à feux, la Gendarmerie royale du Canada a mis en place une procédure spécifique : « *lorsqu'un officier prend sa retraite, si son arme est en bon état de fonctionnement, elle est transférée à un autre*», explique Elaine Lavergne, caporale et porte-parole à la GRC. En revanche, si l'arme est endommagée par l'eau, le feu ou un choc quelconque, « *des tests sont faits sur l'arme et* […] *elle est alors mise en pièces et ensuite acheminée dans une fonderie.* » Le métal extrait ne sert ensuite plus exclusivement à la fabrication d'autres armes puisqu'il est remis sur le marché. Pour les armes plus lourdes, comme celles utilisées par le SWAT – groupe d'intervention d'élite –, Mme Lavergne explique qu'il s'agit de la même procédure lorsqu'une arme n'est plus utilisable.

Une mitrailleuse Kalachnikov transformée en guitare

L'artiste musicien et créateur colombien, César Lopez, a transformé le canon d'une Kalachnikov AK47 en un instrument de musique proche de la guitare qu'il a nommé *Escopetarra*. Bien que le coût de l'opération soit plutôt dispendieux – un mois de travail et 2 200 $ l'unité –, l'idée derrière tout cela, c'est de faire de cette fameuse arme un instrument de musique, de paix et d'amour. Travaillant aujourd'hui avec certains organismes des Nations unies (UNESCO et le Bureau des drogues et des crimes), il insiste pour que les utilisateurs de son *Escopetarra* dénoncent les violences dans son pays et dans le monde.

www.escopetarra.org

Après les alcooliques anonymes

LES ÉMOTIFS ANONYMES

Réunissant des personnes ayant connu la dépression, la solitude ou le manque d'estime de soi, des groupes d'émotifs anonymes se sont répandus dans plusieurs villes du monde. *Quartier Libre* est allé à la rencontre du groupe du quartier Rosemont pour en savoir plus.

Olivia KAMGAIN

Dans la petite salle éclairée par deux bougies, la vingtaine de participants sont assis en cercle. Tous ont plus de 40 ans. Une personne se lance : « *Je suis Marine, toujours impuissante devant les événements de ma vie.* » C'est la phrase type qui remplace le classique « *Bonjour, je m'appelle X et je suis alcoolique.* » La personne qui a pris la parole fait ensuite sa confession en rapport avec le thème du jour. Aujourd'hui : le désir de plaire aux autres. Tous retournent dans les événements de leur enfance ou de leur semaine passée pour parler de ce mal à vaincre. Beaucoup avouent avoir été trop généreux pour être aimés et disent en quoi le programme des émotifs anonymes pourrait les aider à s'en sortir.

Chaque personne dispose de quatre minutes pour s'exprimer sur le thème du jour. L'animateur lève la pancarte « *conclure avec amour* » pour interrompre les plus loquaces. N'est-ce donc pas plus efficace d'aller voir un spécialiste ? « *Nous offrons un accueil chaleureux et une discussion avec des personnes vivant des situations similaires. Le plus* [important] *ici, c'est le lien d'appartenance* », répond Antoine, le doyen du groupe. Sinon, ajoute-t-il, c'est comme toutes les thérapies : « *ça marche pour certains, moins vite pour d'autres* ». Pour ceux qui veulent s'exprimer plus longtemps, Hugues, l'animateur de la réunion, explique qu'« *une fois par mois, ils peuvent tenir une conférence de trente minutes* ». Une autre participante, Françoise, ajoute que « *chacun évolue à son rythme. Il n'y pas de pression.* »

LA RELIGION TRÈS PRÉSENTE

Un crucifix est fixé au mur de la salle et les références à Dieu, récurrentes. La prière de la sérénité ouvre la réunion et on la chante main dans la main en fin de réunion. Émotifs anonymes se défend pourtant sur son site d'être un groupe religieux. « *C'est un groupe spirituel. On laisse la religion à la porte,* précise Antoine. *Il s'agit de croire en une puissance supérieure qui nous sert de soutien pour notre relèvement personnel. Peu importe le nom qu'on lui donne.* »

Jusqu'alors, la contribution volontaire des membres et la vente de documentation assuraient le financement du groupe. Dans son dépliant, il soutient refuser tout don pour éviter des influences politiques ou idéologiques. Or, à la fin de cette réunion, les membres discuteront de l'éventualité de contrevenir à cette norme. «*Pourquoi pas, des groupes aux États-Unis le font déjà. Ça ne semble pas gêner leurs activités* », dit Hugues.

ORIGINES

Émotifs anonymes a été fondé en 1971 aux États-Unis par une personne qui souhaite rester anonyme. Un an plus tard, l'un des fondateurs créa une branche à Montréal. Le concept est resté le même. On se nomme par le prénom pour préserver l'anonymat. Le groupe reste ouvert à tous. Un kit contenant des informations sur le groupe est remis à chacun avec un jeton, sur lequel est inscrit « Le premier pas ».

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 13

Allemagne

LE RETOUR DE L'ARMÉE ALLEMANDE

L'image des horreurs de la Deuxième Guerre mondiale reste collée à l'armée allemande. Celle-ci tente pourtant de refaire surface sur la scène internationale depuis la fin des années 1990, en prenant garde de bien se distinguer de son histoire. La visibilité internationale constitue un enjeu de taille pour l'Allemagne, pays balancé entre son devoir d'aider et son passé tourmenté.

Vanessa **GAUVIN-BRODEUR**

PHOTO : FABBIO

L'armée allemande sort de sa réserve et de ses casernes. Plutôt discrète depuis sa création en 1955, la *Bundeswehr* remplaçante de la *Wehrmacht* – dissoute à la fin de la Seconde Guerre mondiale – s'implique de plus en plus dans les opérations militaires internationales.

Début février 2008, le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, avait réclamé le déploiement des soldats allemands dans le sud de l'Afghanistan, où les talibans reviennent en nombre. Suite à cette requête, ignorée des dirigeants allemands, Robert Gates avait profité de la 44e conférence mondiale annuelle sur la sécurité, organisée à Munich du 8 au 10 février 2008, pour critiquer ce refus : *« Certains sont prêts à se battre et d'autres pas. »* En plus des États-Unis, *« l'Europe aussi s'attend à ce qu'elle* [l'Allemagne] *fasse sa part »,* développe Paul Létourneau, professeur d'histoire allemande à l'Université de Montréal.

Aujourd'hui, l'Allemagne agit conjointement avec ses partenaires de l'OTAN et dirige le Commandement régional nord de l'Afghanistan. *« Toute réduction de l'engagement allemand provoquerait chez eux des questions très critiques »,* a affirmé le ministre des Affaires étrangères allemand, Frank-Walter Steinmeier en juillet 2007.

JUSTIFIER SES GESTES

Toute question de déploiement demeure sensible pour une population dont l'esprit reste occupé par le nazisme passé : *« Il est important de s'assurer que l'action des militaires allemands ne soit jamais perçue en tant qu'opération d'intérêt national, mais bien dans un contexte de paix sous un mandat particulier »*, rappelle Till Van Rahden, professeur en Études allemandes à l'UdeM. *« Dans les années suivants 1945, il existait un rejet très puissant de toute forme de militarisation. Les leaders militaires et politiques sont restés très prudents afin de légitimer le réarmement allemand. »*

Selon l'article 87 de la *Grundgesetz* – la constitution allemande –, le rôle de la *Bundeswehr* se définit uniquement comme un pouvoir de défense et le *Deutscher Bundestag* – le Parlement allemand – vote et approuve à majorité simple chacun des déploiements militaires. L'Allemagne ne veut surtout pas que les opérations de l'armée soient vues comme la continuation de la vieille conception militaire de la *Wehrmacht* : *« Il n'est pas question d'imposer à l'Afghanistan nos propres critères, nous devons aider les Afghans jusqu'à ce qu'ils soient capables de développer leur pays de façon pacifique selon leurs propres conceptions »*, peut-on lire sur le site du ministère des Affaires étrangères allemand.

RENFORCER LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

« Nous avons la responsabilité de la protection de notre pays ainsi que celle de remplir les obligations des cautions de l'ONU et de l'OTAN. Toutes nos missions sont des opérations de paix », précise le lieutenant-colonel Matthias Friedrich Reibold, attaché de défense auprès de l'ambassadeur allemand à Ottawa. Avec les modifications géo-politiques opérées depuis la chute du bloc soviétique, l'armée allemande agit en tant que défenseur de la stabilité mondiale, *« c'est un armée défensive, proactive dans le maintien et même le renforcement de la paix internationale. S'il n'y a pas la caution d'une des deux organisations (ONU et OTAN), l'armée allemande ne se déploie pas »*, precise M. Létourneau, justifiant ainsi l'absence de la *Bundeswehr* en Irak, une guerre dénoncée par l'ONU. La *Bundeswehr*, déployée dans les zones les plus instables, cherche à satisfaire la communauté internationale tout en s'efforçant d'agir indépendamment de l'image qui lui colle à la peau. Reste à savoir si la chancelière allemande, Angela Merkel, se pliera aux prochaines pressions américaines.

Chronologie

1945 : aucune force de défense nationale n'était autorisée par les Alliés qui avaient la responsabilité de la sécurité du territoire allemand. Les seuls corps militaires existants sont la garde côtière, les douaniers et les démineurs.

1955 : création de la *Bundeswehr.*

1989 : chute du mur de Berlin et réunification de l'Allemagne.

1990-1991 : Guerre du Golfe. La *Bundeswehr* déploie des AWACS (avions de guets aériens) avec aux commandes des pilotes allemands. C'est la première opération où des militaires allemands sont impliqués hors de leur territoire.

1992 : Opération de maintien de la paix en Somalie. Première participation de la *Bundeswehr* à une opération multinationale comportant des actions de combat.

1999 : Opération de rétablissement de la paix au Kosovo. L'Allemagne déploie des effectifs militaires en tant que pays participant dans un cadre multilatéral. Cette opération signifie pour l'Allemagne un combat qui n'est pas nécessairement défensif.

2008 : Troisième effectif militaire présent sur le sol Afghan depuis 2003, la *Bundeswehr* dirige la Commandement régional nord de l'Afghanistan.

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 14

LA MINE DE POTOSI DÉVORE TOUJOURS LES HOMMES

La ville de Potosi a fait la fortune de l'Europe avec « sa montagne d'argent », le *Cerro Rico* et... des millions d'autochtones exploités qui s'y tuèrent à la tâche. Aujourd'hui encore, malgré la hausse des cours des métaux et l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, fils de mineur, le décalage subsiste : d'un côté, les conditions de travail inhumaines et de l'autre, les richesses accumulées par la transformation du minerai à l'extérieur du pays.

David GIRAUD-N'TENTEMBO

Potosi, Bolivie

Cimetière municipal de Potosi. Une inscription gravée dans le marbre, comme une invitation au recueillement : *« Silence, passant, car ici reposent des hommes qui ont laissé leurs poumons dans la mine. »* Celle qui fut la plus grande mine d'argent du monde a en effet englouti des millions d'hommes durant la *mita*, le système de travail forcé mis en place par les conquistadores à partir de 1545. Pour les coffres de l'Europe, débordant de monnaie provenant de la cité andine aux 16e et 17e siècles, et le malheur des Indiens quechua, aymara et des esclaves noirs africains mais aussi pour le compte des « barons de l'étain » qui exploitèrent ensuite les gisements après le déclin des filons argentifères et placèrent leurs fortunes dans des banques américaines.

PHOTO : LOÏC VENANCE

Au cœur de la mine de Potosi, des mineurs honorent El Tio, le diable rouge au sexe démesuré, que l'on apperçoit en arrière-plan.

Toutes proportions gardées, la grande faucheuse continue encore à prélever son tribut. En 2007, selon les forces policières, 44 mineurs, dont certains âgés de seulement 14 ans, ont trouvé la mort, victimes de la silicose, des éboulements et des conditions de travail effroyables. Les habitants savent que le *Cerro Rico* – 4800 mètres d'altitude – « dévore les hommes », mais les nourrit aussi. La province la plus pauvre du pays reste dépendante de celui-ci.

UNE JOURNÉE DE MINEUR

7 h 00. Les nombreuses échoppes du quartier des mineurs vendent déjà de la dynamite, des casques, des lampes et de la coca. Les camionnettes commencent leur ballet. Elles desservent les *bocaminas*, entrées de mine, toutes exploitées par des coopératives. Contrairement à d'autres régions, l'État, via la Comibol, la compagnie nationale, ne joue plus qu'un rôle secondaire, une fois la concession attribuée aux coopératives, en charge de l'exploitation des filons de la montagne dominant la ville.

8 h 30. Les mineurs atteignent le *Cerro Rico*, sorte de gigantesque amas de terre ocre et rouge troué par les *bocaminas*. Autour, des wagons, des tas de gravats et des résidus de minerais. À côté, des baraques en briques crues et en tôle. Dans celles-ci, les vestiaires au confort rudimentaire. Assis sur des bancs en pierre, les hommes enfilent un jean ou une combinaison, récupèrent casques et bottes entassés dans un coin de la pièce.

9 h 00. Les mineurs boivent quelques verres d'alcool de maïs à 96 % et mâchent déjà la coca pour tenir le coup et oublier la faim. La plupart d'entre eux attendront le soir pour manger avec comme seul repas dans le ventre une soupe avalée chez eux ou à la cantine des mineurs.

À l'intérieur, il est inutile de chercher un ascenseur ou un train souterrain évoluant dans une large galerie. Bienvenue au royaume des voûtes et des boyaux rarement plus hauts qu'un homme. Et gare aux dangereux produits qui affleurent, comme l'arsenic, qui laisse sur les parois des traînées bleu azur et vertes.

Un bruit incessant : les générateurs qui envoient l'air comprimé dans les tunnels. Chassé aussitôt par celui des *caseros*, chargés de remonter au plus vite les wagonnets bringuebalants. *« Guarda ! »* (Attention !), s'époumonent-ils. Objectif : trouver un renfoncement dans une paroi, s'y plaquer, afin de les laisser passer et éviter les accidents survenant lorsque les chariots sortent des rails et percutent des mineurs.

Il faut aussi veiller aux trous béants et aux irrégularités du terrain. Attention aux changements de niveau. On emprunte généralement une simple échelle, comme au 19e siècle. Pour descendre, on emprunte généralement une simple échelle, on progresse parfois en rappel. On remonte les seaux de minerai d'argent, d'étain, de plomb ou de zinc, à l'aide de treuils.

Le pire ennemi du mineur, ce n'est pas le coup de grisou, absent ici, mais le monoxyde de carbone, gaz inodore et invisible, qui peut entraîner la mort de celui qui le respire trop longtemps. Au bout d'un moment, les jambes sont lourdes, le souffle vient à manquer. Suivent nausées et évanouissements. *« Avant, les lampes à acétylène figuraient parmi la panoplie de tous*, souligne José, vieux mineur. *Elles s'éteignaient, en présence du monoxyde de carbone. Il y en a de moins en moins, car elles coûtent plus cher que les lampes électriques. L'extracteur de minerai, qui doit payer sa tenue de travail et ses outils, sacrifie parfois sa sécurité. »* Pourtant, entre le casque à coque renforcée et celui en plastique, il y a un monde, parfois l'épaisseur d'une vie. Pour compenser le déficit de sécurité, les mineurs s'en remettent aux divinités, figurées par des statues. Tataq Aqchu, sorte de Christ andin et le Tio, diable rouge au sexe démesuré ont partout droit à leur salle et aux offrandes : cigarettes, coca, alcool.

Au fond, Valerio, 30 ans, manie la perforatrice à air comprimé, le long du filon. Dans la boue, le vacarme et la fournaise, sans chômer, car il est payé au rendement, comme ses collègues. *Perforista* depuis trois ans, il a inhalé sa dose de rejets nocifs. *« C'est sûr qu'on avale bon nombre de saloperies, mais c'est mieux payé que le reste, alors… »* Passé par tous les métiers de la mine ou presque, il gagne mieux sa vie actuellement. Mais cette promotion a un coût. *« Les* perforistas *sont les plus exposés à la poussière, dont les particules nocives pénètrent les poumons »*, explique le docteur Julia Valdinia, chef du service de pneumologie de l'hôpital public de Potosi.

À côté de Valerio, son compère Roberto place ensuite les bâtons de dynamite dans les trous. L'explosion aura lieu le lendemain. À quelques mètres derrière eux, Alex Farfan, un adolescent d'une quinzaine d'années dépose le minerai dans un seau. De temps à autre, les enfants se faufilent dans des boyaux très étroits comme éclaireurs, tel le galibot d'antan des mines européennes. Une bonne partie d'entre eux sont orphelins ou issus de familles d'indigents. Mais Alex a été initié par son père, mineur toujours actif. *« Je suis fier de travailler au fond, mais je n'aime pas rester seul »*, glisse-t-il.

17 h 00. Les forçats du sous-sol rentrent en ville. Quelques uns continuent à leurs risques et périls, car les horaires ne sont pas contraignants et difficilement contrôlables par les pouvoirs publics. *« Tu gagnes en fonction de ce que tu trouves. Si tu veux gagner plus, tu dois te lever tôt ou rester plus tard »*, explique Jesús Javier Guzman, dirigeant de la coopérative *10 de diciembre* qui vend son minerai à des *ingenios*, les petites unités de concentration du minerai situées en contrebas du *Cerro Rico*.

Les salaires des mineurs – entre 65 et 400 dollars par mois – sont meilleurs que ceux d'autres professions. Les travailleurs souterrains sont payés au prorata des quantités extraites et en fonction des prix des métaux aux négociants qui exporteront à l'étranger. Actuellement, les cours sont à leur plus haut niveau depuis 20 ans. La richesse de la ville repart loin de ses habitants. La boucle est bouclée et Potosi toujours spoliée.

C'est sûr qu'on avale bon nombre de saloperies, mais c'est mieux payé que le reste, alors...

Valerio
mineur

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 15

LE SPORT OLYMPIQUE REMIS EN CAUSE

Les pourfendeurs des prochains Jeux olympiques de Pékin n'invoquent pas tous les mêmes raisons. Au-delà de la critique du gouvernement chinois, des sociologues s'attaquent à l'essence même du sport de compétition qui serait un « aveuglement » du peuple instrumentalisé par le pouvoir politique et économique.

Thomas GERBET

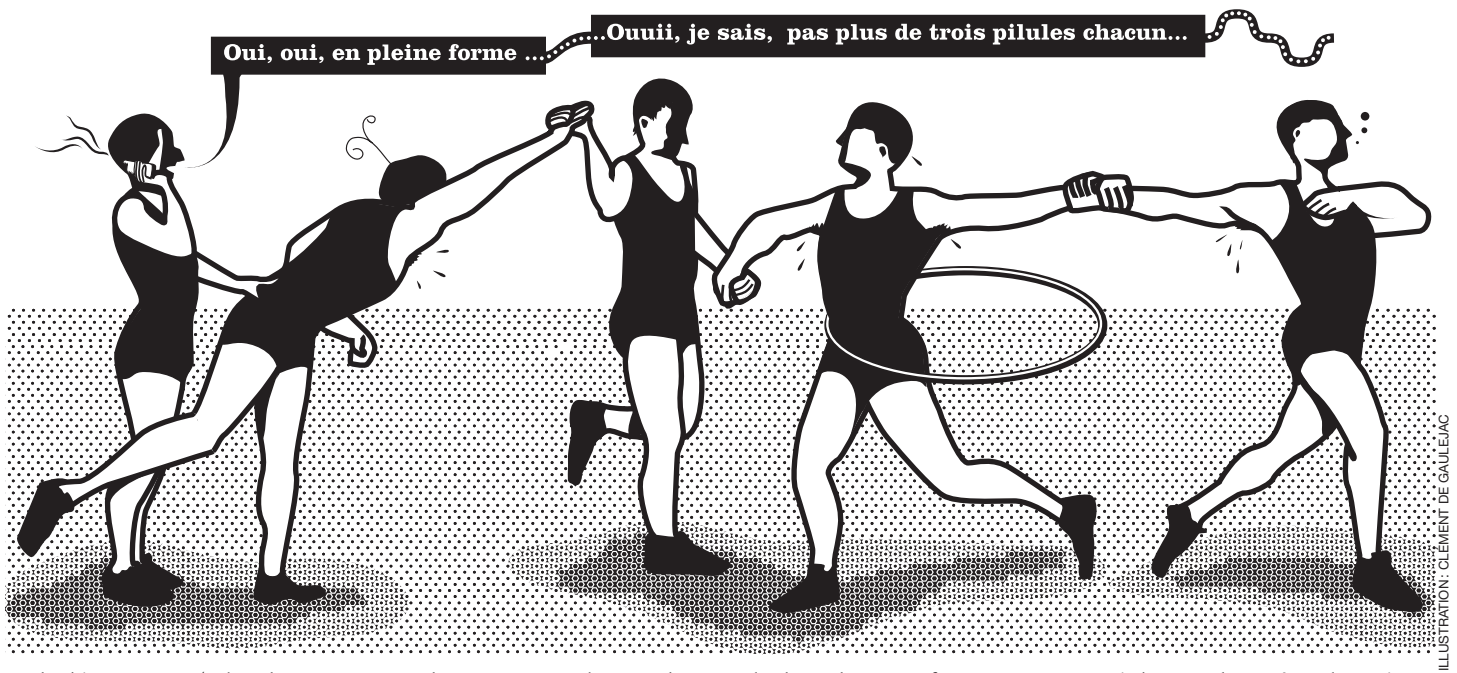


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

« *Il n'a jamais existé de sport loyal et bon* », lance Michel Caillat, professeur d'économie et sociologue du sport, co-auteur avec Jean-Marie Brohm du livre *Les dessous de l'olympisme*. Selon lui, « *tout sauf un jeu, le sport est une pure construction idéologique* ». Ainsi, en plus de servir les intérêts marchands, le sport olympique serait « *un appareil idéologique d'État* » au service du nationalisme et du maintien de l'ordre établi, en enjolivant les conditions de vie réelles des gens. Un « *opium du peuple* », selon les mots de Jean-Marie Brohm dans son ouvrage *La tyrannie sportive*.

« *Critiquer le sport, c'est critiquer la société telle quelle est* », indique Michel Caillat. En plus d'être le « *pur produit de la société industrielle* », le sport de compétition posséderait tous les travers du capitalisme, à l'image de la devise olympique : « Citus, Altius, Fortius » (Plus vite, plus haut, plus fort). Pour atteindre cet objectif de rendement : dopage, manipulations biologiques, tricheries, pressions psychologiques et règne de l'argent. **[Voir encadré]**

Quand on demande à Michel Caillat s'il trouve un bon côté au sport de compétition, il s'emporte : « *On pourrait aussi vanter les mérites du nazisme parce qu'il a éliminé le chômage.* » La majorité des sociologues du sport sont plus nuancés, comme Suzanne Laberge, de l'UdeM : « *Le sport c'est un moyen, et non une fin, qui peut être tout aussi destructeur qu'épanouissant.* » Elle regrette que ces sociologues « *ne voient que le négatif et* [que] *M. et Mme Tout le Monde ne voient que les côtés positifs comme les voyages ou les médailles* ». Elle reconnaît tout de même que les dérives du sport de compétition ont été encouragées, à partir de la fin des années 1980, par la professionnalisation des JO et leur commercialisation : « *Juan Antonio Samaranch* [président du Comité international olympique de 1980 à 2001] *a même vendu les anneaux olympiques !* »

L'AVIS DES SPORTIFS

Les principaux concernés, les sportifs d'élite, reçoivent difficilement les critiques adressées au sport de compétition. « *C'est un moyen pacifique pour que les gens se mesurent les uns aux autres* », clame Audrey Lacroix, étudiante en communication et politique à l'UdeM et future représentante du Canada en natation à Pékin. « *Oui, le business et les médias ont une place importante, mais s'ils n'étaient pas là, le sport ne ferait pas autant parler de lui et les gens ne pratiqueraient pas autant* », pense celle qui espère participer à la finale du 200 mètres papillon en août.

Philippe Bourret a lui aussi fait partie des Carabins de Montréal – en badminton – et participé aux JO d'Athènes en 2004. Il se dit « *conscient* » des problèmes de dopage et de tricherie, mais « *jamais victime ou témoin* ». Aux JO, ce qui l'a frappé le plus, c'est « *la mentalité du chacun-pour-soi* ». Mais il ne trouve pas cela si négatif, tout comme le fait de pousser son corps à l'extrême : « *C'est ça aussi la beauté du sport.* » Philippe Bourret a aujourd'hui mis de côté le badminton de haut niveau pour se consacrer à l'enseignement de l'éducation physique au secondaire.

L'AVENIR DE L'OLYMPISME

« *De nombreux éducateurs souscrivent à toutes les exigences olympiques alors qu'ils en connaissent bien l'imposture et le mercantilisme* », écrivait en 1996 Laurent Laplante, écrivain et journaliste québécois dans son ouvrage *Pour en finir avec l'olympisme*. Une analyse qui n'est pas valable dans les cours de Philippe Bourret, qui assure veiller à ne pas encourager la compétition et à axer son enseignement sur le « *développement de l'élève* ». En accord avec les nouveaux programmes de la réforme de l'enseignement au Québec, « *la performance n'est plus qu'un principe secondaire* », explique Marie-France Daniel, professeure de philosophie de l'éducation au Département de kinésiologie de l'UdeM. Les meilleures notes ne devraient donc plus revenir aux élèves qui courent le plus vite ou sautent le plus haut.

Selon Michel Caillat, le sport tel qu'il est finira par disparaître, « *en même temps que le modèle de société* [capitaliste] *auquel il appartient* ». Une analyse que ne partage pas Suzanne Laberge, pour qui les JO « *ont une pérennité incroyable* ». Elle les compare à Microsoft dont « *tout le monde – commanditaires, États, athlètes – retire des intérêts divergents, mais convergents* ». Philippe Bourret pense, lui aussi, que le sport ne va pas disparaître, mais qu'il pourrait se modifier. S'il le pouvait, il reviendrait sur le droit des sportifs professionnels à participer aux JO. « *Ça a beaucoup changé l'esprit, c'est difficile d'être en compétition avec eux* », explique celui qui n'était ni rémunéré ni commandité aux Jeux de 2004.

Aussi radicaux qu'ils puissent l'être, les sociologues critiques du sport préconisent certains changements. L'activité physique devrait être plus axée sur le respect de la nature et de l'autre, la coopération et le développement harmonieux. Michel Caillat propose ainsi d'autres façons de « *mettre son corps en action* » comme « *des jeux de voix, de théâtre, de danse, de mime, voire la marche et le jogging* ». Restera à convaincre les chaînes de télévision de diffuser ces activités.

Les principales critiques sociologues adressées au sport

Instrumentalisation par le pouvoir politique

« *Le sport et ses idoles rassemblent des foules que les partis politiques ne peuvent plus, de très loin, rêver de réunir* ». La première fonction du sport serait donc « *de consolider la domination de classe, l'ordre établi* » en « *abrutissant les masses* », et en « *occultant la réalité socio-politique* ». Les grandes compétitions serviraient l'idéal nationaliste en créant un semblant de prestige national (hymne, drapeau, décompte des médailles). Les « on a gagné » et « on est les plus forts » permettraient « *les unions sacrées les plus mystificatrices entre les classes sociales, les groupes sociaux opposés, les partis politiques, les générations* ».

La dépersonnalisation du sportif et l'altération de la nature

L'utilisation « *régulière* » de drogues et de dopages servirait à « *gonfler le moteur humain* » dans le cadre d'une « *activité sportive* [qui] *s'accomplit comme un processus de production dans une usine : les mêmes cadences de travail, le même paysage urbain abstrait et concentrationnaire* ». Le système sportif ne considérerait pas les individus comme des personnalités concrètes, mais comme des « *porteurs de performance, de même que l'ouvrier n'est pas un homme, mais le porteur d'une fonction, d'une place dans le processus de production.* »

Le sport entretiendrait aussi « *des rapports agressifs de domination avec la nature : la neige n'est pas blanche, elle est d'abord glissante, fonctionnelle ; l'eau n'est pas douce, elle porte bien ou mal, elle est trop visqueuse* [...], *les haies ne sont plus que les éléments d'un décor factice.* »

Marchandisation

Il existe des inégalités entre les grands sports facilement médiatisés et les petits sports qui végètent à la recherche de commanditaires. Quant à la gestion d'un club professionnel, elle « *se ramène à un savant dosage d'achats et de ventes, à des placements* [et] *des liquidations.* »

Sources :

Critique de la modernité sportive. Collectif d'auteurs dont cités : Jean-Marie Brohm et Jacques Ardoino, Éditions de la Passion, 1995

Sociologie politique du sport, Jean-Marie Brohm, Presses universitaires de Nancy, 1992

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 16

Métiers du quotidien

LES NOUVEAUX DÉFIS DU FACTEUR

Ni le froid, ni les chiens, ni Internet n'éteindront la flamme qui brille dans les yeux de Denis Choquette lorsqu'il parle de son métier. Rencontre avec un facteur de 21 ans d'expérience.

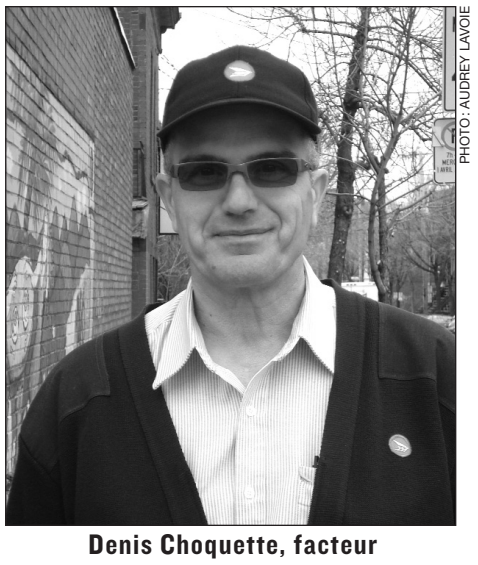


PHOTO : AUDREY LAVOIE

Denis Choquette, facteur

Audrey LAVOIE

Quartier Libre : Vous arpentez depuis 10 ans les rues de Côte-Saint-Luc avec votre sac à courrier. Résumez-nous la journée type d'un facteur.

Denis Choquette : De 6 h à 8 h environ, on effectue le tri du courrier pour nos routes assignées. On classe le courrier par adresse et par rue. On prépare aussi nos sacs de relais puisqu'on ne peut pas apporter tout le courrier à livrer, un seul sac pèse déjà plus de 25 livres. Un relayeur s'occupera d'aller placer les sacs supplémentaires dans diverses boîtes de relais qui se trouvent sur ma route [les boîtes grises]. Vers 8 h, on s'en va sur le terrain pour faire nos livraisons. Dans mon secteur, à Côte Saint-Luc, j'ai 477 portes à desservir chaque jour. Vers 14 h, ma journée est terminée.

Q. L. : Qu'est-ce qu'il y a de plus valorisant dans votre métier ?

D. C. : Le rapport avec les clients. Je leur offre un service et ils sont reconnaissants. Dans le quartier où je travaille, le facteur est un membre actif de la communauté et le métier est encore perçu comme un travail important par ces gens. Je les connais, ils m'appellent par mon prénom. C'est ce rapport avec eux qui fait que j'aime tant mon métier. Dans d'autres quartiers de Montréal, le facteur est seulement celui qui apporte les factures !

Q. L. : Quels sont les aspects difficiles de votre travail ?

D. C. : Les risques de blessures sont importants puisque nous marchons plus de 10 km par jour. Les chevilles, les genoux, les hanches, le dos sont mis à rude épreuve. Il y a aussi des difficultés climatiques, comme les tempêtes de neige, la pluie ou la canicule. Cet hiver a d'ailleurs été le plus difficile que j'ai connu dans ma carrière. Avec autant de neige, la livraison du courrier était parfois très ardue. Sinon, nous sommes bien équipés. Nous avons de bons vêtements chauds, des semelles à crampons, des imperméables. C'est important de s'habiller en fonction de la température, sinon on ne pourra pas finir notre route.

Q. L. : Chien, neige, froid, canicule… Quel est finalement le pire ennemi du facteur ?

D. C. : L'être humain ! Quand l'humain aura compris que le chien n'est pas toujours l'ami du facteur, peut-être qu'il l'éduquera mieux. Un chien demeure un chien, c'est le maître qui doit mettre des limites à son chien. Le jour où les gens éduqueront leur animal adéquatement, nous n'aurons plus de difficulté avec les chiens.

Q. L. : Est-ce que la venue d'Internet a changé quelque chose dans l'exercice de votre métier ?

D. C. : Oui, beaucoup. Le volume de courrier a diminué et continuera certainement à diminuer. Par contre, le volume des médiapostes [publicités par la poste] a augmenté considérablement ces dernières années. Les lettres recommandées sont aussi des moyens de communications de plus en plus utilisés. Certains parlent de la fin du courrier, mais je n'y crois pas du tout. Le même genre de chose se disait à l'arrivée du fax et nous l'utilisons encore.

Q. L. : Et le métier en soi, est-il voué à changer ?

D. C. : Manifestement, il y a de gros changements qui se préparent. J'ai bien peur que Postes Canada veuille instaurer le tri séquentiel. C'est-à-dire que le tri serait fait uniquement par des machines, comme on le voit déjà aux États-Unis. Ainsi, les facteurs ne feraient que la livraison de 8 h à 16 h. Le facteur couvrirait un plus grand secteur et conséquemment, on aurait moins besoin de personnel.

Stationnement à Montréal

LA RÉBELLION DES VÉLOS

La Ville de Montréal doit présenter son plan de transports mi-mai. Face au manque de places de stationnements, des cyclistes appellent à la « guérilla parking ».

PHOTO : COURTOISIE MONTRÉAL À VÉLO

Œuvre de Montréal à vélo intitulée « Stationnement complet »

Clément SABOURIN

Pour dénoncer le manque de places de stationnement destinées aux vélos, le collectif Montréal à vélo appelle à la « guérilla parking », un concept importé de San Francisco qui se situe à mi-chemin entre l'art urbain et la contestation pacifique.

Le principe est simple : enchevêtrer le maximum de bicyclettes autour d'un objet du mobilier urbain, comme un poteau de signalisation, un lampadaire ou un banc. *« Plus c'est extravagant, plus c'est visible »*, dit Laurent Lévesque, porte-parole des « vélorutionnaires » montréalais, un collectif de 130 cyclistes endurcis.

Depuis près de deux ans, ils multiplient les opérations de « guérilla parking », notamment aux abords des festivals. *« Prenez l'exemple du festival de jazz : il n'y a jamais de places de stationnement prévue pour les vélos, c'est incompréhensible »*, poursuit-il. Leurs actions sont généralement improvisées, mais il arrive parfois qu'elles soient préméditées, comme ce fut le cas en juin 2007 au carrefour des avenues des Pins et du Parc.

Une dizaine de vieux vélos avait alors été empilés le long d'un lampadaire. Devant la sculpture de trois mètres de haut, un faux panneau indiquait « Stationnement complet ». *« Il a fallu moins de 24 h pour qu'un col bleu de la Ville de Montréal vienne la démonter »*, raconte M. Lévesque, amusé.

L'administration Tremblay-Zampino constitue en effet la cible de la campagne entreprise par Montréal à Vélo. *« Les élus sont conscients de l'enjeu que représente le vélo, mais c'est encore la logique de l'automobile et les enjeux économiques qui prévalent »*, pense M. Lévesque.

Selon l'association Vélo Québec, l'île de Montréal compte 770 000 cyclistes. 50 000 d'entre eux utilisent leurs deux roues comme moyen de transport quotidien. Pourtant, la métropole québécoise ne dispose que d'environ 9 000 stationnements adéquats.

UN PLAN DE TRANSPORT DÉFINITIF ATTENDU

Dans son plan de transport présenté l'année dernière, la Ville de Montréal reconnaît que *« peu de progrès ont été constaté au chapitre de l'amélioration des stationnements pour vélos »* et admet qu'*« un virage s'impose »*. Ainsi, Montréal souhaite quintupler le nombre de supports à vélos disponibles. Si le projet est entériné, il en coûtera 43 millions de dollars sur une période de 15 ans.

Plusieurs orientations sont proposées, notamment la construction de *« stations pour vélos »*. Ces bâtiments surveillés permettraient d'entreposer des dizaines de bicyclettes et offriraient des services, tel des douches ou des casiers. La Ville aimerait également que les nouvelles constructions immobilières prévoient un nombre minimal de places de stationnement, ce qui nécessiterait une révision de la réglementation municipale. La version définitive du plan de transport sera adoptée à la mi-mai.

Déjà, certains progrès ont été réalisés. Depuis un an, 1052 supports à vélos ont été installés sur les parcomètres des arrondissements de Ville-Marie et du Plateau-Mont-Royal. Un petit anneau a été placé sur les tiges des parcomètres, ce qui permet d'y attacher deux vélos.

Stationnement de Montréal, à qui revient la gestion du parc de stationnement public, entend installer 600 autres supports de ce genre d'ici la fin de l'année. Fin 2009, 4 000 supports auront ainsi été installés, ce qui représente 8 000 nouvelles places de stationnement pour vélos.

« Mettre des supports sur les parcomètres, c'est une bonne chose, mais était-ce vraiment nécessaire ? », s'interroge le « vélorutionnaire » Laurent Lévesque, expliquant qu'on pouvait déjà s'y accrocher sans anneau. Patrick Howe, porte-parole de Vélo Québec, remarque pour sa part que, grâce aux anneaux, les bicyclettes attachées ne glissent plus et donc, n'entravent plus les trottoirs. *« Il est arrivé que certaines personnes pensaient s'être fait voler, alors que c'était en fait des cols bleus qui étaient venus couper les cadenas pour ensuite porter les vélos à la fourrière ! »*

Par ailleurs, messieurs Howe et Lévesque attendent de l'administration Tremblay-Zampino un signe fort quant à l'absence totale de stationnement en hiver. *« La Ville enlève tous les supports en novembre pour pouvoir déneiger les trottoirs, cela ne peut plus durer »*, dit M. Lévesque. *« Il faut que cesse la domination des déneigeurs »*, renchérit Patrick Howe. Selon lui, Montréal doit prendre conscience que *« les hivers sont plus doux et qu'ainsi le nombre de cyclistes hivernaux augmente »*.

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 17

Rencontre avec Radio Radio

CHASSE, PÊCHE ET HIP-HOP

Quatre Acadiens lancent leur album *Cliché Hot* le 30 avril au Café campus. Ni violon, ni accordéon. *Quartier Libre* a profité de leur passage à la radio CISM pour rencontrer ces oiseaux rares.

Constance TABARY

Dans le studio de la radio étudiante CISM, l'énergie du groupe Radio Radio se concentre entre quatre murs pour rejaillir sur les ondes FM. Jacques Alphonse Saint-Pierre (Jakobus), Gabriel Mallenfant (Tekstyle), Timothée Valentin Jésus Richard (Timo) et Alexandre Bilodeau (LX) sont MC, DJ et producteurs d'électro-hip-hop.

La température monte alors que Timo se plie en deux sur son micro, les veines du front saillantes. Jakobus, torse nu, essaie de s'envoler en sautant et en agitant les bras. Les deux MC abreuvent de leur sueur la moquette des studios pendant la session *live*. *« Si on ne sue pas, c'est pas bon »,* commente DJ Tekstyle. Pendant que les MC clament leur chiac, le parler acadien, DJ Tekstyle et LX trifouillent pitons et vinyles en prenant le micro de temps en temps.

La veille, Radio Radio a parcouru 1 000 km pour poser sur les couvertures de magazines culturels montréalais. Ils surfent sur la même vague musicale que TTC et Omnikrom, mais avec plus d'inventivité et une approche différente des relations homme-femme. Fiers représentants d'une scène musicale pour le moins restreinte, ils en profitent pour brandir l'étendard de leur lointaine contrée : *« En Acadie, on voit tout le monde et personne ne nous voit »,* déclare Jakobus. LX ajoute que *« le chiac, c'est une miette de toutes les langues. »*

Si Radio Radio avait le choix entre faire un show avec TTC, Omnikrom ou DJ Socalled ? *« J'irais à la chasse »,* répond Tekstyle. *« Avec le Juif* [Socalled], *ça serait mieux payé »,* lance Jakobus. *« Avec Sotekron »*, rassemble Timo.

PHOTO : CONSTANCE TABARY

Radio Radio fait les couvertures des magazines.

Avec leurs casquettes et leurs chandails qui font mal aux yeux, les Radio Radio ont tout l'air d'un groupe d'électro-hip-hop. Mais au-delà de ça, le stéréotype ne survit pas. *« On fait la chasse aux clichés dans notre nouvel album, mais on n'a pas besoin de licence*, dit LX. *On se moquait des clichés et on en est devenu un. Alors on se moque de nous-mêmes aussi. »*

LE PROFIL RADIO

Timo parle à son avant-bras tatoué alors qu'un rayon de soleil couchant vient toucher un bouton de rose dessinée sur sa peau. Observons de plus près. Quelle est donc la signification de ce crâne, entouré de roses ? *« Chaque rose correspond à une femme importante dans ma vie. La dernière n'est pas totalement ouverte. C'est ma petite fille qui est née dimanche. Je l'ai faite quand elle était encore dans la bedaine. »* Le papa s'en veut d'être déjà en déplacement. Avant d'être une *« rapstar »,* il a travaillé pour l'animation du film *Les triplettes de Belleville. « Mais c'est plus facile et efficace de s'exprimer avec un micro. »*

Tekstyle était sans emploi avant d'être DJ. Avec LX, il fréquente les clubs gais, *« les meilleurs* dance-floor *en Acadie. »* LX, qui est producteur, a une autre passion : *« les* races *de* golf-car. » Enfin, Jakobus vient de démissionner d'un poste d'assistant-gérant à Tim Hortons : *« Respect à tous ceux qui travaillent là-bas. Je vous comprends si vous avez l'impression de faire une* job *qui sert à rien. »* Il se déclare chômeur en devenir et poète alcoolique.

MESSAGE UNIVERSEL

LX a trouvé le nom du groupe : *« Parce que la radio, c'est la liberté, et c'est un mot universel. »* Ils seront bientôt partout. L'invasion commence à Québec, puis en France et au Japon, où ils seront *« gros comme une bouteille de Pepsi »,* c'est-à-dire très populaires. Après, ce sera le monde entier, planifie LX : *« On pourrait* stamper *Radio Radio sur du poisson fumé et on l'enverrait partout ! »* Leurs explications deviennent difficiles à suivre. Commence une cacophonie d'expressions imagées où il est question d'un homard bleu.

Après avoir écouté leurs chansons qui vantent la joie de vivre en Acadie, vous voudrez certainement vous y installer, apprendre à *« tymer »* (avoir du bon temps) et mettre un jacuzzi dans votre jardin. Si DJ Tekstyle explique bien la route, voilà comment se rendre en Acadie : prendre un chemin de terre, le suivre longtemps. Quand il y a encore des panneaux, c'est qu'il faut aller plus loin dans la forêt.

Écoutez la session live de RadioRadio sur www.cism.ca

ANNONCE SPÉCIALE

ATTENTION :
Étudiants Étrangers

Avez-vous un permis de séjour étudiant?
Voulez-vous devenir résident permanent canadien?
Quelle que soit votre situation, nos professionnels en immigration peuvent vous aider!

Résidence permanente - Parrainage - Investisseurs - Citoyenneté - Réfugiés/humanitaire - Aides familiales - Permis de travail - Permis de séjour étudiants/visiteurs

APPLIQUEZ DÈS AUJOURD'HUI POUR DEVENIR RÉSIDENT PERMANENT CANADIEN!

Pour plus d'information, appelez-nous pour une consultation confidentielle.
514 499-8082

Conseil d'Immigration Canadien
400, rue Saint-Jacques Ouest, bureau 500, Montréal (Québec) H2Y 1S1
www.immigrationcouncil.com

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 18

7 et 1/2 à partager

RECHERCHE DANSEURS POUR COLOCATION

Dans *7 et 1/2 à part*, les membres de la compagnie La 2e porte à gauche investissent chaque pièce d'un appartement du plateau Mont-Royal pour y présenter différents univers chorégraphiques. Le spectateur se promène du balcon à la chambre à coucher : l'occasion de réfléchir sur les gestes posés au quotidien.

Lila AIT ABDESSELAM

L'ambiance est effervescente dans cet appartement situé aux coins des rues Garnier et Laurier. En fin d'après-midi, les artistes arrivent graduellement pour la première soirée de répétition commune du spectacle. *7 et 1/2 à part* regroupe six chorégraphes, jumelés à leurs interprètes. Chacune des équipes laisse libre court à son imagination et chorégraphie son propre univers.

« Nous voulons que le public se sente invité », explique Frédérick Gravel, metteur en scène. *« Le spectacle, axé sur le quotidien, se veut le moins artificiel possible. Nous ne voulons pas sacraliser l'espace de performance. »* L'artiste s'adapte afin d'établir une relation intime entre lui et le public, il doit réfléchir sur la façon de se rapprocher du public. *« Comme pour tous les projets de La 2e porte à gauche, nous travaillons la mise en scène autour de cette idée de proximité,* poursuit Frédérick Gravel. *Notre principal défi est de nous adapter à la relation d'espace. Nous ne savons pas encore comment le public va réagir. »*

Nous voulons que le public se sente invité

Frédérick Gravel
metteur en scène

PHOTO : ÉLAINE PHANEUF

Six chorégraphes se sont installés dans un appartement, au 5019, rue Garnier, le temps d'une création.

La 2e porte à gauche se spécialise en danse *in situ* : des chorégraphies contemporaines dans des endroits inusités – dans les vitrines d'une boutique du centre-ville, dans la rue, dans le hall d'entrée de la Bibliothèque nationale du Québec… *« Nous sommes toujours à la recherche de nouveaux espaces de représentation, de sortir du cadre traditionnel de l'éternelle scène noire séparée du public »,* précise Katya Montaignac, interprète et responsable des communications de la compagnie.

DE LA VISITE

Avant la répétition, Marie Béland, chorégraphe et interprète, explique la chorégraphie de son équipe : *« Nous avons conçu trois scénarios qui expriment trois façons différentes de se comporter lorsque les gens reçoivent de la visite chez eux. En se servant de quoi l'espace est composé, nous racontons comment les gens se préparent, qu'est-ce qu'ils choisissent de cacher et de révéler ».* Sans vouloir en dévoiler davantage, Marie Béland confie que *« les trois scénarios se déroulent en même temps dans plusieurs pièces et illustrent les cas d'un rancard amoureux, de la visite d'une chambre à louer et d'un souper de famille ».*

Plus loin, l'équipe de Léna Massiani répète sans relâche. La chorégraphe raconte comment sa création illustre le quotidien absurde, le passage du monde réel à la fiction. Le numéro débute à l'intérieur de l'appartement pour se poursuivre au balcon. Le tout se déroule principalement devant la fenêtre, qui se veut être la frontière entre ces deux mondes et à travers laquelle le public est invité à pénétrer.

Pendant ce temps, Julie Châteauvert s'affaire à son ordinateur. Celle-ci compte se produire dans deux appartements en même temps. Comment ? En alliant technologie et chorégraphie. La chorégraphe exploite un espace pour le moins inhabituel : le monde virtuel… Ainsi, grâce à un ordinateur placé dans l'appartement et muni d'une webcam, le public pourra assister et clavarder avec Julie et ses interprètes qui danseront à distance, pendant toute la durée du spectacle. Julie Châteauvert décrit sa création comme étant *« une convergence des espaces et des idées ».*

Le projet est l'ébauche d'un spectacle similaire de plus grande envergure qui pourrait avoir lieu en février 2009 dans le cadre du Festival Montréal en lumière.

7 et 1/2 à part.,
La 2e porte à gauche,
du 24 au 26 avril, à 19 h et 21 h.
la2eporteagauche.ca

Cinéma

It's a Free World

MORALE ÉLASTIQUE

Valérie DELANEY

L'intégrité d'une personne peut facilement être mise à l'épreuve lorsque celle-ci se trouve à l'intérieur d'un système qu'elle connaît et qui lui fait confiance. Avec *It's a Free World*, le célèbre cinéaste anglais Ken Loach se penche sur l'exploitation des immigrants en Grande-Bretagne. Le sort de ces derniers, principalement ceux qui sont originaires de l'Europe de l'Est, y est particulièrement déplorable. Que ce soient les emplois instables, extrêmement sous-payés, les conditions de travail beaucoup trop exigeantes, ou encore les accidents fréquents dus à des tâches dangereuses, voire périlleuses.

On aurait pu s'attendre à assister au parcours difficile d'un pauvre Ukrainien qui tente de survivre dans ce contexte désolant, le ministère de l'Immigration montré comme une machine à profit. Avec une approche semi-documentaire, Ken Loach a plutôt choisi d'aborder le problème du point de vue de l'exploiteur. Il nous offre une illustration pessimiste et réaliste d'une société aux valeurs mercantiles. La démonstration éloquente d'une corruption soudaine et inattendue. Kierson Wareng incarne Angie, une jeune mère monoparentale qui vient d'être renvoyée de son emploi dans un centre de recrutement pour trouver du travail à des immigrants légaux. Cherchant un moyen d'acquérir une indépendance financière, elle entraîne Rose (Juliet Ellis), sa colocataire, dans la mise en place de leur propre agence de recrutement. Avec seule une motocyclette, elle fait la navette entre des employeurs potentiels et des immigrants en quête de travail. Angie n'hésite pas à utiliser son *sex-appeal* pour obtenir ce qu'elle veut. Elle se débat pour être prise au sérieux et on ne peut que la trouver attachante et déterminée. La situation se corse lorsque Angie, dont les intentions étaient pourtant honorables au départ, commence à exploiter les immigrants à son tour. Elle débute par de petites combines pour ensuite tomber dans la criminalité, une décision qui sera lourde de conséquences.

Les événements racontés de cet angle restreint, cette tranche de vie où le personnage se déshumanise graduellement, sont d'autant plus perturbants, car ils nous forcent à nous questionner sur ce que seraient nos propres choix dans une telle situation. Nous sympathisons avec cette jeune femme combattante, qui, après tout, désire simplement se tailler une place au soleil… Une des belles réussites du film est la formidable interprétation de Kierson Wareng, une nouvelle venue au cinéma. Naturelle, très charismatique, elle crève littéralement l'écran. Les images s'expriment d'elles-mêmes, nous invitant à la réflexion. La musique efficace de George Fenton, unissant saxophone alto et violoncelle, nous plonge dans une atmosphère quelque peu insolite et désincarnée.

PHOTO : COURTOISIE ÉQUINOXE

It's a Free World est une œuvre puissante, qui nous confronte à nos propres principes, alors que nous assistons au parcours d'une personne qui en vient à incarner précisément un système dont elle ne voulait plus faire partie.

It's a Free World,
de Ken Loach,
avec Keirston Wareing.
93 minutes, présentement à l'affiche.

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 19

Grandpapier.org

TOILE DE BD

L'avenir du livre est-il menacé par le développement des nouvelles technologies ? L'employé du Moi, éditeur belge de bande dessinée, a résolument fait le pari d'exploiter les ressources du « grand papier » interactif qu'est l'Internet, en proposant en ligne les travaux en cours d'une centaine de dessinateurs.

Valérie MANTEAU

L'idée est de proposer une « *plate-forme de bande dessinée, une sorte de portail* », selon Bertrand Panier, membre fondateur de l'employé du Moi. Le projet a subi plusieurs métamorphoses depuis 2001 : articles, carnets de voyage et choix de musique en ligne. Finalement, le tout a fusionné en septembre 2007 et donné le site grandpapier.org. Se présentant comme un réseau de blogues, tout en dessins, ce site sobre permet en un clic d'entrer dans l'univers d'un des 98 artistes, la plupart français ou belges, qui y collaborent. Au début, c'étaient surtout des auteurs de l'employé du Moi, comme Bertrand Panier, qui signe Bert, mais le site recrute de plus en plus d'auteurs extérieurs, comme Emmanuelle Pidoux, des Éditions du 57, ou encore Stéphane Prigent, de Kérozen.

N'importe qui peut proposer un projet. S'il est approuvé par les administrateurs, il se voit attribuer un espace. Une fois accepté, l'auteur est libre de mettre en ligne à peu près ce qu'il veut, le plus souvent des carnets de BD, des dessins, des histoires inédites ou en passe d'être publiées. « *On espère évidemment qu'il n'en profite pas pour mettre tout et n'importe quoi, pour étaler sa panoplie de travaux sans aucune retenue. Jusqu'à présent on n'a pas trop eu de mauvaises surprises* », se réjouit Bertrand Panier. Comme ce qui s'était fait avec les sites précédents, les plus aboutis de ces projets sont amenés à être publiés dans des collectifs – ce qui montre en passant que l'objet-livre garde encore toute son aura, même parmi les adeptes de la bande dessinée virtuelle : en juin sortira *CRRISP !,* autour du thème « récit qui fait peur ». En attendant, presque tous les dessins sont visibles sur le site, marqués d'un petit bandeau « -16 » (interdit au moins de 16 ans).

Afin de s'y retrouver parmi la multitude d'albums du site – près de 500 – une page est sortie du lot et mise à l'honneur en tête du site, accompagnée d'un petit texte. Pour une visite d'initiation, on peut aller voir directement les espaces plébiscités par les habitués, présentés dans la colonne de droite. Les visiteurs peuvent évaluer les dessins, le titre de « grands papiers » désignant les meilleurs. De nombreux commentaires, « *timides, mais de plus en plus pertinents* », selon Bert, ponctuent les pages.

ILLUSTRATION : BERT

Le site, malgré son tout jeune âge, est très dynamique : une dizaine d'espaces sont mis à jour quotidiennement et quelque 600 personnes le visitent chaque jour. Grandpapier.org s'est rapidement constitué son réseau d'habitués, qui ne cesse de s'élargir. « *On est des gens du même milieu,* confirme Bertrand Panier, *beaucoup d'auteurs rencontrés dans des festivals* » et d'anciens de « *feu le journal du site de l'employé du Moi* ». Il est aussi facile d'y faire une visite éclair que de passer deux heures à voguer d'histoire en histoire, d'un univers à l'autre, comme on flâne dans une librairie, au gré des couvertures qui nous intéressent. Trois coups de cœurs personnels : les dessins de Bert, les visions nocturnes et énigmatiques de Delphine Panique et le génial Jack Delwitte de Max de Radiguès.

Grandpapier.org

Entendu à Montréal

ATTENTION VOUS ÊTES ÉCOUTÉS

Depuis janvier 2007, un phénomène montréalais envahit la toile. *Entendu à Montréal*, un site créé par Frédéric Rappaz, dépeint les travers langagiers des gens de la métropole. Et, depuis peu, le livre compilant les meilleures bribes de conversation entendues en ville est disponible en librairie.

Audrey LAVOIE

Le phénomène *Entendu à Montréal* vient de New York où un site Internet similaire a été créé, du nom de *Overheard in New York*. Pendant plusieurs mois, l'idée d'adapter le concept à Montréal a mijoté dans la tête de Frédéric Rappaz. Quand il s'est lancé, il n'a jamais pensé que cela marcherait aussi bien. Dès les premières semaines, le volume d'extraits recueillis s'est multiplié et les réactions des internautes étaient très bonnes. Aujourd'hui, les archives du site contiennent plus de 600 bribes de ces conversations loufoques.

Quelques mois après la création du site, M. Rappaz s'est fait approcher par plusieurs éditeurs pour faire un livre avec ces extraits. Celui-ci est finalement paru chez Amérik Média, une maison d'édition montréalaise qui se spécialise habituellement plus dans la biographie et le pamphlet. Réunissant les meilleurs extraits du site, « *le livre contient aussi des extraits inédits* », tient à préciser M. Rappaz. « *Ces fleurs du langage, ces bijoux de l'esprit en carnaval, je soupçonne que les gens les rapportent* […] *pour ne pas les laisser se perdre dans l'éther et le smog de la ville* », écrit Christian Mistral, qui signe la préface du livre. Drôles, bizarres, désespérantes ou surréalistes, « *ces citations ne sont pas diffusées pour rire des gens,* soutient le créateur du site, *enfin pas méchamment !* » Pourtant, s'il y a une chose que l'on fait en lisant ce livre, c'est bien rire.

Alors, pour votre seul plaisir, en voici, ci-contre, quelques extraits…

Entendu à Montréal,
Éditions Amérik Média, www.entendu.ca

Deux adolescentes :
Y'arrive-tu le métro ? C'est ben long.
Ouain... Pour moi, il doit passer moins souvent à cette station-ci.

Entendu par Sophie,
au métro Bonaventure.

Femme : C'est quoi ça, cette manifestation ?
Homme : Ah, c'est pour Kyoto.
Femme : C'est quoi ça, Kyoto ?
Homme : Ah, c'est parce que Hong Kong pollue beaucoup. Les gens manifestent parce qu'ils en ont assez d'eux.

Entendu dans l'autobus par Sarah.

Moi, je mange pas de saucisses. C'est à cause des préservatifs : ça enlève le goût.

Entendu par Mario,
dans le quartier Côtes-des-Neiges.

Une cliente veut se débarrasser de son téléphone cellulaire :
Ça me coûte trop cher, je veux le canceller !
Comment ça, trop cher, madame ?
Vous avez pourtant un très bon forfait.
Ben la batterie du téléphone tient jamais, elle est déchargée au bout de deux ou trois jours, pis une batterie, c'est 50 $... Ça fait six mois que j'en achète une par semaine !

Tel que rapporté par Marie-Pier.

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 20

Quartier Libre danse

SUR UN AIR DE COUNTRY

Après l'initiation au swing et au tango dans le numéro précédent, *Quartier Libre* continue son tour des danses à Montréal. Cette semaine notre journaliste jette son dévolu sur la country.

Philippine DE TINGUY

Connue comme étant la musique préférée des « Blancs conservateurs de l'Ouest », personne ne connaît l'origine de la danse country, pourtant très métissée. En effet, ce sont les pionniers venus d'Europe qui l'auraient popularisée.

Comment peut-on avoir l'air plus macho qu'un cow-boy et danser sur de la musique romantique ? Bourrée de préjugés, je prends contact avec Serge du Club Bolo, une association gaie de country située dans le Village. Il me met en garde : *« Attention, c'est un cours intermédiaire, tu vas avoir du mal à suivre ! »* Mais je suis jeune, en forme, ce ne sont pas des vieux cow-boys qui vont réussir à me décourager !

J'arrive donc, ce dimanche, dans ce club country. Les murs sont de couleur ocre, des peintures de cow-boys et de chevaux recouvrent les murs. Plusieurs tables en bois font face au bar, derrière lequel Danny, un grand type, nous fait signe avec son chapeau. Accrochés en haut du comptoir, des dizaines de bolos s'entre-choquent. Le bolo est une cravate portée avec le costume traditionnel cow-boy : une corde ornée de perles qui sert au Club à reconnaître son verre. Robert, bénévole au Club depuis cinq ans, explique que *« les membres les laissent accrochés ici et s'en servent quand ils viennent, ils n'en auraient pas l'utilité chez eux »*.

Après avoir questionné ces danseurs du dimanche, beaucoup soutiennent venir danser le country au Club Bolo parce qu'ils se sentent entourés d'une famille. Même si la danse en ligne s'exécute seule, le fait d'être en groupe et de bouger sur le même rythme resserre les liens sociaux. La plupart des danseurs ont commencé par hasard. *« Avec des amis, on a vu le Club Bolo danser à la parade de la fierté, ça nous a donné envie d'essayer,* confie Josée, 43 ans. *Je n'aimais pas vraiment la musique country avant d'avoir commencé. »*

Me voilà donc sur la piste de danse. Une quinzaine de personnes sont déjà là ; hommes, femmes, enfants… Certains sont habillés en conséquence, de la tête aux pieds. Moi, avec mes « converses », je fais piètre impression. Les deux animateurs, Chantal et Kieran, annoncent la couleur ; une danse en ligne à 64 pas et à quatre murs. Le but sera donc, après avoir effectué la chorégraphie, de faire un quart de tour afin de se retrouver face à un autre mur et de continuer sur la même cadence.

Tout le monde à l'air ravi, je m'en réjouis tout autant. Chantal mène la danse tout en douceur en expliquant les pas, un à un. Après quelques enchaînements sans musique, il est temps de passer aux choses sérieuses : Ginette, DJ ce jour-là, fait jouer « Fais Do Do » du Charlie Daniels Band. Et c'est parti ! Je marche, je saute, ciseau, boogie et mambo. Un mur, puis deux, puis trois, les santiags (un genre de bottes) tapent, mes baskets couinent, je tourne dans le mauvais sens et me retrouve nez à nez avec mes camarades, beaucoup plus à l'aise que moi.

Serge m'a invité à retenter l'expérience, ce que j'ai accepté avec plaisir, sauf que, cette fois-ci, je viendrai équipée de mes santiags.

Club Bolo, 960 Amherst.
Initiation les vendredis soir,
19 h 30, 8-10 $
www.clubbolo.com

La radio CHOQ.FM présente...

Les 24 heures de la bande dessinée de Montréal

• Une quinzaine d'auteurs de BD pour un marathon graphique époustouflant.

• 24 heures d'émissions radio sur le thème de la bande dessinée.

Du 31 mai au 1er juin 2008, de midi à midi

Un événement à suivre en ligne sur :
www.24hBD.CHOQ.FM

Musique

THE CAT EMPIRE

So Many Nights

(Indica)

Le sextuor australien The Cat Empire, qui fait un tabac partout dans le monde depuis ses débuts en 2003, revient avec un troisième album studio intitulé *So Many Nights*. Réalisé par l'illustre John Porter (The Smiths, B.B. King et Elvis Costello), l'album, quoique parfois épars, propose un habile mélange d'influences très diversifiées, allant du rock classique au reggae, en passant par le funk, le jazz, le R'n'B et le ska. Il en ressort une gibelotte difficile à saisir, mais tout de même agréable à l'écoute, ce qui ne veut pas nécessairement dire qu'on y trouve une intensité ou un intérêt particulier, puisque somme toute, le répertoire de Cat Empire finit par se ressembler. Les mélodies sont accrocheuses, mais les sonorités et les enchaînements sont néanmoins peu recherchés, à la limite du cliché. Les arrangements, sur lesquels on retrouve une abondance de cuivres, d'orgue et de cordes, ainsi que de nombreux solos, sont très étoffés et plutôt réussis. La voix de Felix Riebl fascine, évoquant parfois celle d'un crooner, parfois celle d'un rappeur. The Cat Empire se veut un vrai groupe de *party,* et malgré quelques textes plus réfléchis, il ne s'agit pas d'une musique qui pousse à l'introspection ; elle se prête davantage à accompagner une balade en voiture. *So Many Nights* devrait plaire à ceux qui aiment la musique dite *world*, du moins les orchestres plutôt éclatés, ou encore des groupes comme Bedouin Soundclash. **(Julie BRUNET)**

DANY PLACARD

Raccourci

(Indica)

Dany Placard nous invite dans l'intimité de son *pick-up* et propose une musique country-folk qui baigne dans l'americana et les textures cuivrées. *Raccourci* s'écoute d'un trait. D'autant plus que de courts interludes font parfois le pont entre les chansons.

Placard couche ses chroniques de cow-boy moderne sur des arrangements étoffés, enrichis de violons et de cuivres. Les trompettes donnent une bouffée de chaleur à « Slush », chanson sur laquelle le chanteur dépeint l'hiver qui s'éternise.

En ce qui a trait aux textes, l'exercice était d'inclure les mots *pickup*, char ou route dans chacune des chansons. L'album respire donc la route : ça fait du bien de sortir de la ville une fois de temps en temps. Dany Placard raconte également avec son accent et son authenticité des histoires d'amour et de peine.

L'influence du géant de la musique américaine Tom Waits transparaît tout au long de l'album, que ce soit à travers les chants primitifs insérés entre deux chansons, la distorsion d'une guitare ou encore les paroles de « Ver de terre », qui évoquent un alcoolique refusant d'arrêter de boire.

Sinon, les amateurs de Fred Fortin devraient se reconnaître, si ce n'est pas déjà fait, dans l'œuvre de Dany Placard.

Raccourci survient trois ans après *Le rang de l'église*, l'album solo autoproduit par Placard et quatre ans après que son groupe parallèle Plywood ? eut lancé gratuitement, sur Internet, son excellent *Beauté Mécanique,* bien avant Radiohead… **(Nicholas LAVALLÉE)**

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 21

Comment naissent les nouveaux instruments de musique ?

À L'ÈRE NUMÉRIQUE

Les nouvelles technologies continuent de bouleverser le paysage musical. Difficile, aujourd'hui, de trouver des nouveaux instruments de musique qui ne soient pas reliés aux technologies numériques. Une révolution inévitable qui modifie profondément le rapport des musiciens avec leurs instruments.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Cécile DELPORTE

« *Inventer un instrument aujourd'hui n'a pas le même sens qu'il y a quelques années* », prévient d'office Serge De Laubier, responsable de la recherche au sein des studios de recherche et d'expérimentation Puce-Muse, situés dans la banlieue parisienne.

UNE DÉFINITION DIFFICILE

Si les chercheurs s'accordent pour dire que la conservation de la notion d'objet dans le processus de création d'un instrument est important, ils semblent néanmoins avoir plus de difficultés à définir clairement ce qu'est un instrument de musique : « *Dans l'imaginaire des gens, l'instrument est un objet qui fait des sons, il y a le fantasme d'un objet qui va faire de la musique* », souligne Serge de Laubier. Pourtant, les innovations musicales récentes sont principalement basées sur des technologies numériques et l'ordinateur est généralement indispensable pour faire sortir le son des nouveaux « instruments ».

DES INTERFACES

« *Aujourd'hui, on parle d'invention de nouvelles interfaces qui nous servent à communiquer avec l'ordinateur, plutôt que d'invention d'instruments de musique* », affirme Cléo Palacio-Quintin, compositrice et interprète de flûte traversière, mais surtout créatrice de l'« Hyperflûte », une flûte traversière dotée de capteurs électroniques qui permettent à la musicienne de multiplier les capacités sonores de son instrument. Selon elle, « *les instruments d'aujourd'hui sont souvent hybrides, à la fois acoustiques et électroniques* ». Serge De Laubier, inventeur du « méta-instrument », parle en effet de sa création comme d'un objet qui n'est « *pas vraiment un instrument, mais plutôt une interface* ». Il a pour fonction de saisir les gestes du musicien et de les numériser afin d'en augmenter la virtuosité.

Pour Joseph Malloch, doctorant en technologie musicale à l'Université McGill, l'instrument de musique est « *un objet réel ou virtuel qu'on utilise pour faire de la musique* ». Il ajoute qu'avant tout, « *l'instrument de musique est un jeu. On peut utiliser ce que l'on veut pour faire de la musique, c'est la façon de jouer et le plaisir qu'on y prend qui est important* ».

INSTRUMENTS AUGMENTÉS

Dans le domaine de l'invention des instruments de musique, on parle beaucoup d'« instruments augmentés ». Le principe étant d'améliorer les capacités de résonance, de clarté, de volume ou de puissance d'un instrument classique, tout en conservant le son original, expliquent Serge De Laubier et Cléo Palacio-Quintin. Les « inventeurs » tiennent généralement à préciser leur attachement aux instruments traditionnels : « *Nous ne cherchons pas à les remplacer, mais à permettre aux personnes de jouer avec un instrument numérique tout en disposant d'autant de possibilités qu'avec un instrument traditionnel, avec les mêmes gestes, le même contrôle, les mêmes nuances* », insiste Joseph Malloch.

Ces changements concernent également les matériaux : « *ces dernières années, nous utilisons des nouvelles méthodes de construction, comme l'adoption de nouveaux matériaux, tels que la fibre de carbone, pour la fabrication des guitares* », indique Mathieu Thomas-Guy, luthier montréalais, spécialisé en fabrication de guitares. « *Ces nouveaux types de matériaux intéressent les musiciens, même s'ils changent un peu le timbre de leur instrument, car ils sont plus rigides, plus légers et apportent plus de puissance à l'instrument* ».

INSTRUMENTS JETABLES ?

De nouvelles interfaces pour faire de la musique, ce n'est pas ce qui manque dans les laboratoires de recherche musicale. Ce sont plutôt les interprètes qui font défaut. « *Il y a de nombreux exemples d'interfaces complètement nouvelles, qui, après avoir fait l'objet de quelques démonstrations, finissent dans un placard, faute d'interprètes et de répertoire musical* », explique Cléo Palacio-Quintin. Une situation frustrante pour ces passionnés de musique, et certains d'entre eux, comme Serge de Laubier, s'inquiètent du risque de voir les nouveaux instruments de musique se transformer en objets de consommation jetables.

UN NOUVEAU GENRE DE MUSICIENS

La transformation dans la nature des instruments de musique a également pour conséquence de bouleverser la notion même d'apprentissage musical : « *Avec les nouveaux instruments qui permettent de créer de la musique, comme les logiciels de création de musique électronique, les utilisateurs n'ont plus besoin de pratiquer autant et aussi longtemps qu'avec les instruments traditionnels* », conclut M. Thomas-Guy. À ces nouveaux types d'instruments de musique vient donc s'ajouter un nouveau genre de musicien, désormais dépendant de son ordinateur.

Le nouveau programme en musique électroacoustique offert par la Faculté de musique de l'UdeM illustre bien cette révolution en marche : aucun préalable musical, ni formation en solfège, n'est exigé pour l'admission. Le programme, dont l'orientation est plutôt « *scientifique* » selon Jean Piché, professeur en composition électroacoustique au département de musique, demande néanmoins une certaine expérience dans le domaine de la programmation.

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 22

Bande dessinée

LA PART DES COLIBRIS

Julie DELPORTE

Il était une fois une forêt toute pucelle et verdoyante. Elle vivait bien peinarde, animée par sa faune, quand un soir de sécheresse intense, elle s'enflamma brusquement. Pantois, les animaux la regardèrent cramer. Sans bouger. Seul le colibri s'affola : il battit des ailes jusqu'au lac, nicha une goutte d'eau dans le creux de son nez et la cracha avec courage sur le brasier. *« Mais qu'est ce que tu fous ? »,* lui lança le sanglier. *« Ma part »,* répondit l'oiseau.

Le *Colibri* de Guillaume Trouillard ne raconte pas cette légende amérindienne. Non. Elle *est* cette légende. Il semble que pour l'auteur, Bordelais de 28 ans portant à lui seul une maison d'édition exigeante et minutieuse (la Cerise) vieille de cinq années et de sept livres, le moyen le plus efficace de faire sa part soit de crier ses couleurs entre 80 pages. Toute d'aquarelle vêtue, l'histoire qu'il dessine, aussi superbe qu'elle est sale, s'installe dans une ville grouillante, mi-occidentale, mi-asiatique. Elle sent le gaz d'échappement et la catastrophe, respire l'humour, malgré tout, et la révolte, surtout.

Les descendants des Premières nations y pêchent des cartons dans les rivières d'égouts, les quelques rêveurs qui l'habitent encore se déplacent à dos d'éléphant et la dernière des mangroves est conservée dans un édifice sombre, l'Eden Plaza, où les fous viennent s'enfermer pour jouer de la musique et mourir.

Le bout de forêt qui vit encore, au-delà des dédales d'autoroutes et d'échangeurs, brûle doucement. Rassemblés devant l'horreur, les ours, cerfs, renards et blaireaux se jetteront un jour sur les machines – celles qui coupent, qui tranchent, qui abattent puis nettoient. Le trait des bêtes désespérées s'amenuise dans le combat pour finir en taches rouges... en bain de sang.

Monde absurde qu'il est possible d'extrapoler de mille manières, la ville de *Colibri* donne envie de fuir la sienne, d'acheter une baraque isolée, d'élever des chèvres en liberté et de planter des carottes. Avant cela, elle devrait plutôt donner envie de faire sa part : d'enrayer la précipitation d'un mode de vie qui n'a plus aucun sens vers l'inévitable. Ou de pleurer d'impuissance, puisque les rhinocéros ne bougent pas leurs cornes et que nous, nous ne sommes que des colibris.

Colibri, Guillaume Trouillard, Éditions de la Cerise.

Théâtre

L'imprésario de Smyrne au TNM

BATAILLE D'ÉGO

Rachelle Mc DUFF

PHOTO : YVES RENAUD

Exubérantes, envieuses, hypocrites et aguichantes : les trois protagonistes de *L'imprésario de Smyrne* du Vénitien Carlo Goldoni ont tous les attributs pour faire de leurs rencontres de véritables scènes de crêpage de chignon. Trois supposées cantatrices, Anina, Lucrezia et Tognina, campées respectivement par Sophie Cadieux, Sylvie Drapeau et Pascale Montpetit, reproduisent les aléas des rivalités entre belles et ambitieuses jeunes femmes.

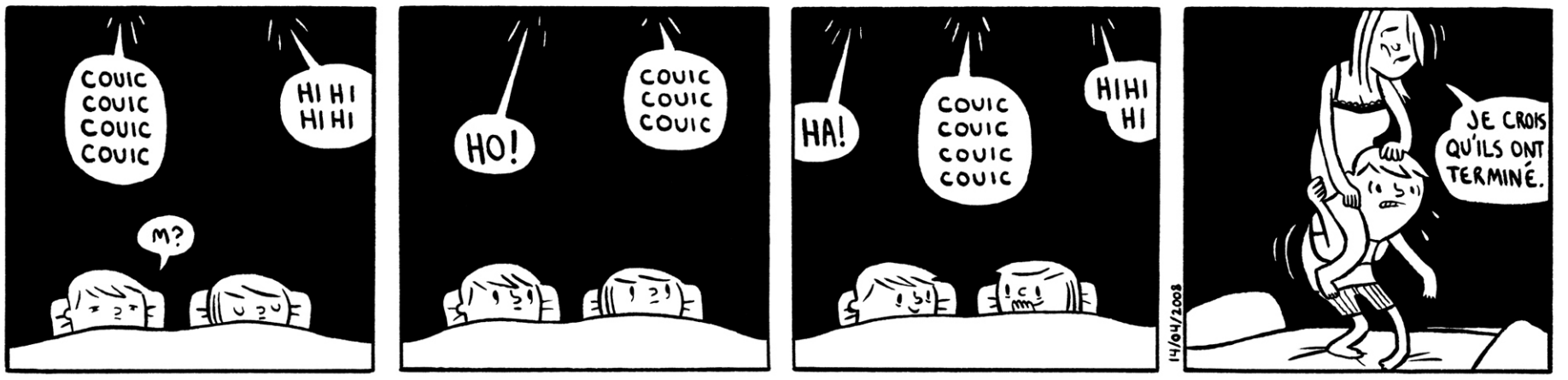
Lorsque se répand la rumeur du séjour d'un riche imprésario turc (Alain Zouvi) dans la Ville des Vosges pour y constituer une troupe de chanteurs d'opéra qu'il compte emmener avec lui à Smyrne, la jeune et maladroite Anina, la langoureuse et maniérée Lucrezia ainsi que la rustaude Tognina n'ont qu'une chose en tête : devenir la *prima dona* de la compagnie… Et tous les coups sont permis. Usant de leur charme respectif, elles tenteront d'amadouer tous ceux qui pourraient leur permettre d'accéder au premier rôle, au plus gros cachet. Il y a, entre autres, Carluccio (Emmanuel Bilodeau), un genre de Fellini sans grand talent et le manipulateur comte Lasca (Robert Lalonde).

Cette *commedia dell'arte* sans masques, traduite par Marco Micone (sa troisième traduction de Goldoni au Théâtre du nouveau monde), clôt la saison 2007-2008 du TNM sur une note humoristique. Le décor plutôt simple, loin de l'extravagance d'autres décors souvent exploités au TNM, et la monochromie des fastueux costumes met en valeur la fantaisie de la personnalité de chaque personnage. Carl Béchard signe la mise en scène de cette fable loufoque qui mélange des ingrédients du théâtre, de l'opéra et de la comédie musicale. Au niveau de la musique, Yves Morin s'est inspiré de l'opéra italien du 19e siècle, donnant à la pièce une vigueur particulièrement exacerbée lors des routines ponctuelles où tous les comédiens s'en donnent à cœur joie dans leurs galipettes chorégraphiées. La pièce est savoureusement paradoxale et cocasse. En effet, les trois cantatrices ainsi que Carluccio ne démontreront jamais leur présumé talent vocal, mais une servante, interprétée par la mezzo-soprano Catherine B. Lavoie, envoûtera vos oreilles de notes exquises tirées de l'opéra. L'intégration d'une « vraie » *prima dona* semble être une évidence tellement tous les éléments musicaux sont tissés serrés et complètent le jeu exaltant d'une distribution chevronnée. Amateurs ou non d'opéra ou de théâtre, *L'imprésario de Smyrne* est avant tout une comédie : elle ne donne pas de maux de mâchoires, mais beaucoup trouveront dans toute la théâtralité du caractère des *castafiores* de quoi se dilater la rate.

L'imprésario de Smyrne
est présenté au TNM jusqu'au 10 mai.

_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 23

paresse



paresse.ca

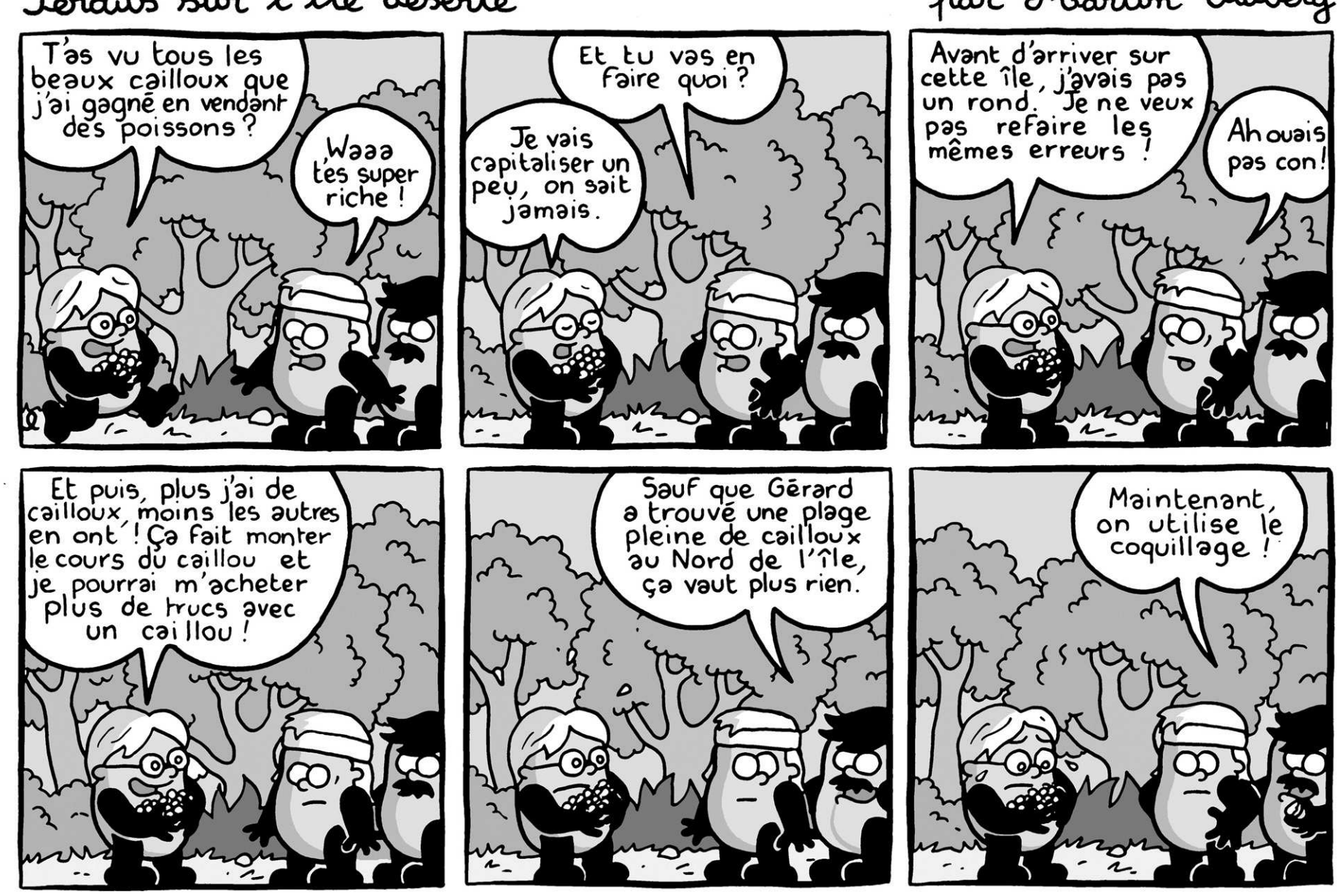
pascal

le DOGME — (ne disparaît que pour ressurgir ailleurs)

par david turgeon.

Perdus sur l'île déserte

par Martin Vidberg



_QLvol15no16.qxd 4/22/08 9:26 PM Page 24

À votre service pendant l'été!

multiservices
Comptoirs
un service de la FAÉCUM
3200 Jean-Brillant, local B-1265

Information

Orientation

STM et AMT

Télécopies

Assurance étudiante

Photocopies

Cartes d'appel prépayées

Du 1er mai au 19 juin
Ouvert du lundi au jeudi
de 8 h à 16 h

Pour consulter les services offerts, visitez notre site Internet au www.faecum.qc.ca

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*